

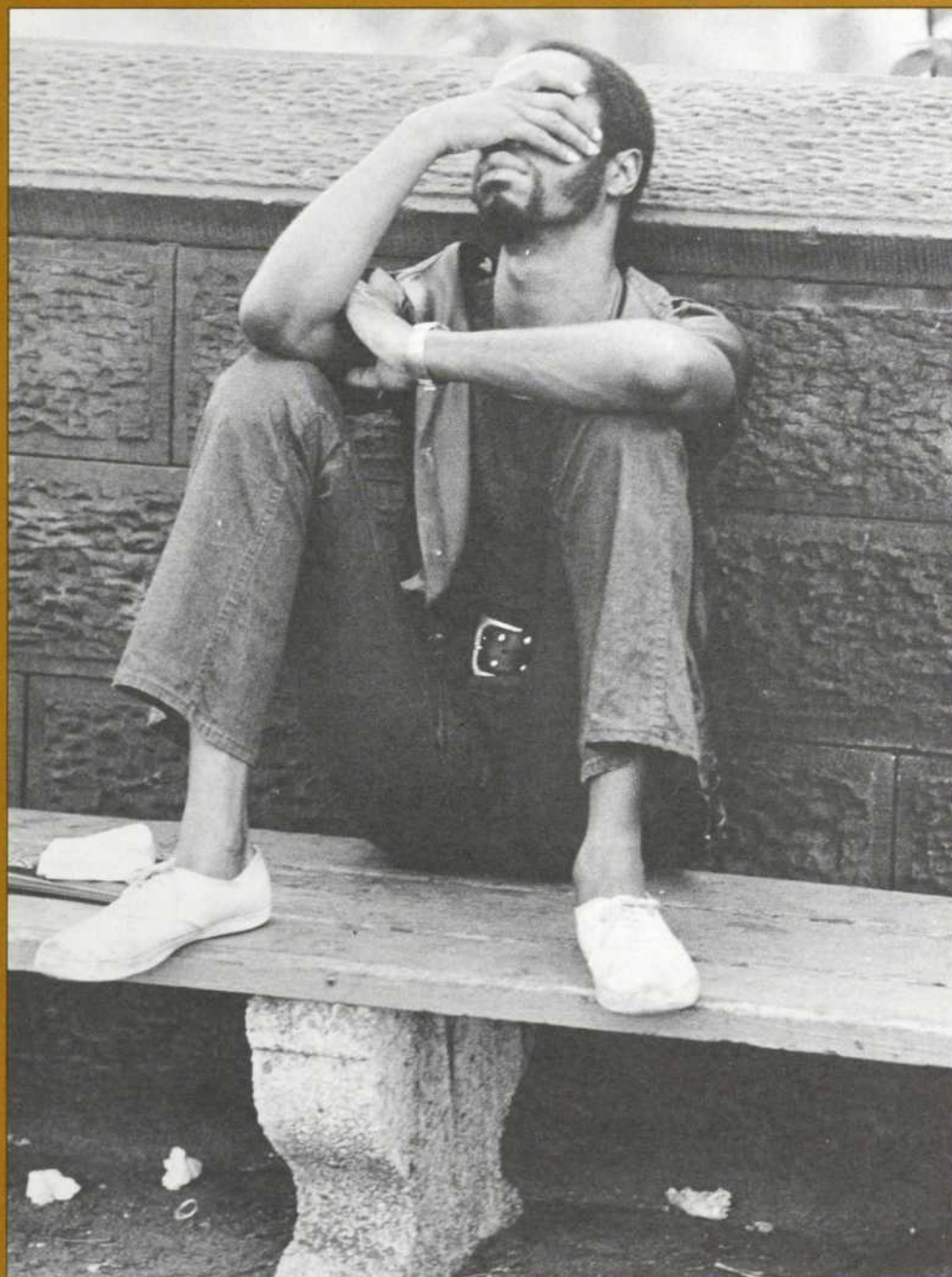
# relations

janvier-février 1990 3,00 \$ no 557

---

**LA VIOLENCE INSTITUTIONNELLE**

---



Le 16 novembre dernier, six Jésuites ont été assassinés au El Salvador. C'était la communauté de la résidence universitaire à l'Université catholique de la capitale. Pour ne pas laisser de traces, le groupe des assassins a également tué leur cuisinière et sa fille. Il semble certain que les responsables sont ou bien des militaires ou un groupe d'appui des militaires. Pourquoi ont-ils fait cela ? Car ces Jésuites étaient des hommes de paix, dans la cinquantaine, avec une longue expérience d'efforts de réconciliation dans ces années de guerre. Des professionnels, sociologues, philosophes, historiens, théologiens, psychologues. Dans un pays qui manque tellement d'intellectuels. L'absurdité de la guerre.

Le monde entier en a entendu parler. Cela pourra peut-être aider la paix, comme souvent le sang des martyrs peut le faire. Mais cela ne doit pas nous faire oublier les 70 000 morts depuis dix ans, le million de réfugiés, l'incroyable gaspillage meurtrier de près de quatre milliards de dollars fournis par les Etats-Unis. Ne pas nous faire oublier non plus la mort de monseigneur Romero, lui aussi victime de la réconciliation.

Pour nous, les martyrs du 16 novembre sont d'abord des frères. Nous partageons les mêmes engagements et surtout la même foi. Dans les situations de violence, le message de Jésus est toujours perçu comme subversif. Et alors les forces qui étaient à l'oeuvre dans la passion du Christ, et qui sont toujours actives, se mettent en marche et tuent. Je me souviens que le Père Arrupe m'avait dit un jour que la recentration de l'objectif apostolique des Jésuites sur le lien infrangible entre la foi et la justice nous coûterait cher. Depuis lors, au moins vingt-six de mes confrères ont été tués en situation de martyre.

Aux artisans de paix comme à ceux qui croient d'abord à la violence, cela dit que la liberté, la dignité humaine et l'espérance ne sont pas des illusions.

Julien Harvey

# relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

DIRECTRICE  
Gisèle Turcot

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION  
Fernand Jutras

COMITÉ DE RÉDACTION  
Gregory Baum, Joseph Giguère, Julien Harvey, Roger Marcotte, François Morissette, Guy Paiement, Jean-Paul Rouleau, Francine Tardif.

## COLLABORATEURS

André Beauchamp, Michel Beaudin, Ginette Boyer, Marie-France Cyr, Richard Dubois, Pierre-André Fournier, Yves Lever, Annine Parent-Fortin, Jacques Racine, Jean-Pierre Richard, Nicole Riberdy, Maryse Robert, Henri Sader.

## BUREAUX

8100, boul. St-Laurent  
Montréal H2P 2L9  
tél.: (514) 387-2541

## ABONNEMENTS

Hélène Desmarais

10 numéros (un an): 19,00 \$  
(à l'étranger: 24,00 \$)  
abonnement de soutien : 40 \$

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Points de repères* et dans le *Canadian Periodical Index*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University Microfilm*, Ann Arbor Michigan 48106, USA.

Courrier de la deuxième classe. Enregistrement no 0143.

# face à l'actualité

L'art de renseigner le peuple  
Afrique du Sud : rien n'a vraiment changé  
Rencontre Gorbatchev et Jean-Paul II  
Horizon noir au Salvador

## LES COMMUNICATIONS ET LA GESTION DES DÉCHETS TOXIQUES

**V**ivons-nous dans une société dangereuse ? Si l'être humain a vaincu ses ennemis traditionnels, les prédateurs, la faim, le froid, il reste toujours inquiet à l'égard des cataclysmes naturels (famine, inondation, tremblement de terre) et des autres malheurs de la vie, particulièrement les épidémies. Le danger engendre la peur et la peur engendre soit l'oubli (pensons aux inondations, où les gens reviennent toujours habiter les sites inondés), soit des réactions autoritaires (la peste a amené l'inquisition, le SIDA provoque la réaction que l'on sait...), soit la colère, soit l'impuissance. Dans le meilleur de notre société, au milieu de la sécurité technologique, voici qu'un danger surgit, celui des déchets toxiques. Comment, en ce cas, ceux et celles qui savent ou gèrent organisent-ils la communication avec la population ?

Si on me permet de présenter une schématisation descriptive et simpliste, à caractère non scientifique, il me semble que l'on peut distinguer plusieurs attitudes.

« *Le public ne comprendrait pas* ». La première attitude considère que fondamentalement le public n'est pas habilité à discuter de ces questions, trop complexes et trop difficiles pour lui. Comme les médias – surtout la télévision – ne véhiculent souvent que des informations lacunaires, par exemple des trente secondes où la formule choc ne permet pas de nuances, il faut tenir le public loin de ces questions. Mieux vaut s'en remettre aux experts qui, au moins, savent de quoi ils parlent et aux décideurs politiques qui sont élus pour prendre des décisions.

La communication avec le public n'est alors ni désirée ni entretenue. On s'y résigne quand on ne peut faire autrement. J'ai connu des dossiers où le promoteur a retiré son projet quand il a su que le public était informé. J'interprète dans le même sens la déclaration *post factum* des chimistes qui déclarent que le transport des BPC ne présentait pas de danger, mais qui ont gardé le silence pendant la crise, car on ne les aurait pas compris. Dans cette attitude, la communication avec le public est principalement basée sur la peur et la censure et utilise volontiers un langage hermétique ou sécurisant.

*Rassurer le bon peuple*. Une deuxième attitude plus sympathique à l'égard du public pourrait être qualifiée de paternaliste. Le peuple – et chacun de nous est peuple dans certains secteurs de sa vie – est fondamentalement bon enfant. Il est donc inutile d'énervier et d'inquiéter les gens avec des problèmes théoriques, des catastrophes plus appréhendées que réelles. Mieux vaut n'évoquer les problèmes que lorsqu'on dispose de solutions. Un problème sans solution génère de l'anxiété et inhibe la créativité. Un problème avec solution engendre la confiance et libère des énergies.

Cette attitude me fait penser à celle du guetteur dans la tour de la cathédrale des villes du Moyen-âge. À minuit, il regardait attentivement les environs et criait aux quatre coins de l'horizon : « Il est minuit, bonnes gens. Dormez en paix. » Cette attitude s'enracine également dans une conception humaniste à l'égard de l'effet de stress et du mimétisme. Si vous craignez une maladie, vous risquez d'en mimer les

symptômes et de vous rendre malade. C'est pourquoi l'expert doit se faire rassurant. Sa contribution ultime est moins de l'ordre du savoir que de la confiance.

*Dramatiser la situation.* À l'inverse des deux premières, on peut distinguer une attitude qui cherche à dramatiser les situations. Ce semble être l'attitude privilégiée des médias. On ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments, disait Gide. En paraphrasant, on pourrait dire : on ne fait pas de nouvelles avec de bonnes nouvelles. Dans un monde sans accident, la mer étale des déchets toxiques n'inquiète personne. Mais lorsque l'accident se produit, la machine à catastrophe entre en jeu, quel que soit le contenu réel du dossier. C'est la chasse aux phoques, qui a obtenu longtemps au plan mondial une place de choix, le naufrage d'une baleine (ce qui peut même permettre d'amorcer une collaboration pacifique URSS-USA), la noyade d'un troupeau de caribous. C'est un déraillement de train, ou un accident nucléaire, ou l'explosion d'un réservoir.

Au Québec, en un sens, il y a avant Saint-Basile et après Saint-Basile. À travers ce dossier, dont il faut convenir toutefois avec madame Hélène Denis que le degré d'incertitudes a été extrêmement élevé, le Québec a pris une conscience dramatique de son environnement. Ceux qui ont connu comme moi Saint-Eustache ou même Ville-Mercier savent qu'on a également connu d'autres dossiers graves. Mais le public ne s'en rendait pas compte. À partir de quel seuil l'opinion publique s'emballe-t-elle ?

Lors d'un état de crise, la sensibilisation progresse particulièrement vite. D'où l'intérêt, et c'est parfois une stratégie consciente chez certains groupes, de crier au loup et de dramatiser les questions. À mesure que l'on prend conscience de la gravité et de l'ampleur de la crise environnementale ainsi que du resserrement du temps disponible pour mettre en place des solutions, la stratégie de la dramatisation risque d'être très utilisée. On peut prétendre qu'il est même nécessaire qu'elle le soit.

*Négocier avec le public.* Une quatrième attitude pourrait être qualifiée de négociation permanente. Comme l'on sait que le public est désormais éveillé aux questions environnementales, il devient impérieux d'en tenir compte à toutes les étapes d'un dossier. De plus en plus, on constate que les promoteurs complètent leurs études techniques d'avant-projet par des études sur l'impact social. Les buts poursuivis semblent multiples : évaluer directement l'impact social, comprendre la manière dont les citoyens perçoivent le problème et, en conséquence, ajuster le projet pour répondre à leurs attentes, préparer subtilement le terrain pour que la problématique du promoteur s'impose comme la seule raisonnable... Toutes les interprétations sont permises.

Il me semble qu'on peut rattacher à cette attitude l'attention croissante accordée à la médiation environnementale comme gestion permanente et manière de prévenir les conflits. On peut également penser que l'allusion de plus en plus fréquente faite au « NIMBY<sup>1</sup> complex » vise à psychanalyser les attitudes strictement émotionnelles ou même à déshonorer les oppo-

sitions de type radical.

Si on regarde les tables de travail et de concertation qui surgissent dans la foulée du rapport Bruntland, où il n'y a pas de discussions publiques ouvertes, où le public est choisi sur invitation, où on vise d'abord à des consensus raisonnables, on peut penser que ce modèle est en voie de devenir dominant.

*Favoriser les débats de fond.* Enfin, on pourrait encore distinguer une cinquième attitude dont l'objectif vise à traiter le public comme un partenaire permanent dans tous les aspects de l'environnement, y compris dans la gestion des dossiers toxiques. Cette attitude privilégie le public comme acteur plus que comme réacteur. Ce qui est visé n'est donc pas, comme dans l'attitude précédente, d'établir des négociations pour atténuer des conflits, mais d'assurer au public un plein usage de ses droits.

Droit formel à toute l'information et donc mise en oeuvre efficace pour réaliser la pratique de ce droit ; droit formel à la consultation et à la participation dans le cas des dossiers soumis à la procédure et à l'examen des impacts et en conséquence mise en oeuvre de nouveaux moyens ; développement de droits complémentaires et de pratiques nouvelles pour permettre l'engagement actif du public par le public à tous les niveaux. Par exemple, le surgissement dans les municipalités de bureaux de consultation me semble se rattacher à ce souci d'associer le public à la prise de décision ou même à la gestion courante. Le public est alors convié à discuter ouvertement et publiquement des orientations et des choix qui concernent la société.

L'idéologie sous-jacente à cette tendance n'est pas d'abord de diminuer les conflits, mais de favoriser les débats de fond. On s'aperçoit de plus en plus qu'à mesure que la question de l'environnement progresse, les préoccupations environnementales montent de plus en plus haut dans la planification des projets. C'est le concept même de développement durable ou soutenable. C'est dans ce courant que me semble se situer principalement le Rapport Lacoste.

La gestion de la peur dépasse, et de loin, la seule question de l'exactitude technique de nos communications. Elle renvoie à nos attitudes profondes, à notre conception de la démocratie, à notre confiance-méfiance à l'égard de nos contemporains. Traditionnellement, la peur est liée à l'ignorance. Mais la peur nouvelle liée aux déchets toxiques semble liée au savoir. Il est toujours difficile de vivre avec nos ignorances et nos peurs. Mais que devient-on si le savoir lui-même est menaçant ! Je comprends parfois l'attitude des gens qui « ne veulent rien savoir ». ■

André Beauchamp

1. Acronyme de l'expression anglaise *not in my backyard*. On veut se débarrasser des déchets, mais personne ne veut que ce soit près de chez soi !

## PRENDRE PARTI

**d**onald Woods, journaliste sud-africain, était de passage à Montréal récemment pour le lancement de la campagne de Développement et Paix sur les sanctions à l'égard de l'Afrique du Sud. M. Woods est

connu par le film *Le Cri de la Liberté*, qui relate son engagement dans la défense de Steve Biko, contre son bannissement et son exil forcé au Lesotho, puis en Angleterre.

M. Woods est un des meilleurs observateurs de la situation

en Afrique du Sud et l'un des promoteurs du désinvestissement économique comme moyen de pression susceptible d'amener le gouvernement sud-africain à mettre un terme à l'apartheid. D'après M. Woods, une augmentation des sanctions s'impose en ce moment où le gouvernement de Pretoria commence à réaliser que des changements doivent être apportés, sans toutefois en saisir toute l'ampleur, un peu comme en Pologne où le changement s'est imposé par la population, de façon irréversible.

Mais, au rendez-vous manqué de Kuala Lumpur, lors de la conférence des chefs d'États du Commonwealth, les pays présents, dont le Canada, ont refusé d'imposer de nouvelles sanctions économiques et un consortium de banques (dont cinq canadiennes) a accepté de rééchelonner le tiers de la dette pour encore six mois.

L'on doit déplorer que le Canada continue d'appuyer le régime d'Afrique du Sud, malgré les déclarations contraires et l'apparente opposition de M. Mulroney à l'intransigeance de Madame Thatcher, car rien ne justifie le répit accordé jusqu'au printemps 1990. L'état d'urgence est maintenu, M. Mandela est toujours en prison, le bannissement de l'ANC n'est pas levé, les libertés politiques et la sécurité des civils sont toujours brimées dans la violence. Le président Frederik de Klerk a même réaffirmé qu'il n'était pas question d'instaurer une démocratie du type « une personne, un vote ». Il cherche, dans un style autre que celui de M. Botha, à maintenir le *statu quo*.

Vraiment rien n'a changé ! Des entreprises nippones et autres poursuivent ou amorcent des investissements importants, les prisons sont remplies et le gouvernement sud-

africain vient de faire appel à une immigration est-allemande blanche, jeune, scolarisée...

Le gouvernement canadien doit donc traduire son refus de l'apartheid en sanctions obligatoires, efficaces, concrètes et facilement contrôlables, plus spécialement dans les secteurs les plus stratégiques : financier, technologique, minier. Il est également fondamental de se rappeler que ces sanctions essentielles doivent venir renforcer la lutte menée par le peuple noir lui-même. Le gouvernement doit donc soutenir les peuples noirs d'Afrique du Sud et d'Afrique australe, par une reconnaissance de l'ANC, par un appui financier accru (en passant par des ONG) aux organisations populaires de lutte contre l'apartheid et par une aide économique plus grande aux pays de la ligne de Front.

C'est ce que recouvre la promesse de M. Mulroney faite devant l'assemblée générale des Nations unies, le 23 octobre 1985, d'imposer des sanctions totales contre l'Afrique du Sud si des changements fondamentaux n'étaient pas apportés rapidement dans ce pays.

Il est encore temps de prendre parti malgré l'échec de Kuala Lumpur et vu le délai de six mois qui s'achève ; il est encore temps d'appuyer l'appel aux sanctions préconisées par Développement et Paix pour un démantèlement pacifique de l'apartheid.

Des cartes sont disponibles aux bureaux de Développement et Paix, 5633 rue Sherbrooke est, Montréal H1N 1A3. Téléphone : (514) 257-8711. ■

Thérèse Benguerel

## UNE ÂME POUR L'EUROPE

Quand le grand vent qui a secoué l'histoire cette année aura laissé retomber la poussière de l'effondrement du Rideau de fer et du mur de Berlin, il nous faudra tous nous ressaisir pour reconstituer notre image du monde. Comme êtres humains de la fin du deuxième millénaire, comme nord-américains et aussi comme chrétiens. Malgré les risques de fixations, de simplifications ou d'excès d'enthousiasme. Il est encore bien tôt, mais il faut commencer. Je propose déjà quelques réflexions sur la foi, le pape et l'Église, à l'aube de 1990.

Les événements des derniers mois dans toutes les régions du monde communiste d'Europe de l'Est montrent que c'est autour de la foi chrétienne, catholique, évangélique et parfois orthodoxe, que s'est organisée la résistance au modèle marxiste de l'État et de l'être humain. Soixante-douze ans de refus de la liberté religieuse, un usage fréquent de la déportation en Sibérie, la fermeture de plus de la moitié des églises, en particulier au temps de Khrouchtchev, le remplacement de l'enseignement religieux par la propagande athée, rien de cela n'a entamé la volonté de survivre des fidèles et des Églises.

Dans le Québec de l'après-révolution tranquille, où on se contente souvent de réduire l'action de l'Église à celle d'une force sociologique dépassée, il sera sans doute bon qu'on remette en question certains jugements : la foi est une force historique indéniable, et elle ne se laisse pas séparer de la liberté. Ceci dit, je ne veux exonérer ni l'Église russe du

temps des czars ni l'Église québécoise du temps de Duplessis de tout abus de sa force au détriment de la liberté. Il ne faut pas trop se fier aux « leçons de l'histoire », mais certaines misères purifient.

La rencontre de Jean-Paul II et de Michael Gorbatchev au Vatican, le 1er décembre, est apparue d'abord comme une surprise, mais a été bientôt comprise par beaucoup d'observateurs comme le complément nécessaire de la rencontre de Malte entre le premier russe et le président Bush. Gorbatchev avait pris contact avec le patriarche Pimène de Moscou dès avril 1988 et avait amorcé avec lui une sérieuse réconciliation (*Relations*, juillet-août 1989) ; en rencontrant le pape, il rétablit les relations avec une minorité des 36,5 % de chrétiens de l'URSS. Mais surtout il s'assure la collaboration de l'Ukraine catholique, un bloc de 51,2 millions qui a de solides appuis en Amérique du Nord et qui a conservé un fort goût de la liberté, malgré une tutelle sous l'Église orthodoxe, imposée par Staline en 1946.

Plus encore, Gorbatchev sait qu'il rencontre à Rome le Slave qui, au nom du Christ, a mis en marche la perestroïka en Pologne depuis 1980, a rendu possible la croissance du syndicat Solidarnosc et le renversement du régime communiste par les travailleurs de Lech Walesa. L'homme aussi qui a montré aux Polonais comment on peut sortir du régime communiste sans passer par le chaos, un élément essentiel à la réussite historique de l'intervention de Gorbatchev. L'homme enfin qui depuis le début de son pontificat ne cesse de parler de la réunion de l'Europe, autour d'une civilisation

commune d'origine chrétienne, autour d'une priorité des droits humains et de la liberté, autour de valeurs spirituelles, que Gorbatchev appelle de son côté des « valeurs universelles » dans un « État socialiste de droit ».

Le titre de cet article n'est pas de moi ; je l'ai pris à un discours de Jean Paul II au Conseil de l'Europe à Strasbourg, le 8 octobre 1988. Il concluait en souhaitant au Conseil « de travailler avec fruit afin de rendre toujours plus vivante et généreuse l'âme de l'Europe ».

Ce sont là des points de repères que Gorbatchev partage visiblement avec le pape. Ici encore, la nouvelle situation donne à réfléchir : Jean Paul II, si impopulaire dans d'autres domaines, se révèle être un grand penseur politique dans une perspective évangélique. On a souligné que la clé de son succès a été de recommander aux Polonais d'être *pour* la reconstruction de la Pologne, plutôt que d'être *contre* le gouvernement communiste ; on doit constater aujourd'hui que cette attitude, plus proche de celle du Christ que la dialectique du rapport de force, aura fortement contribué à mettre en marche le plus grand virage historique de la fin du XXe siècle.

Après des décennies de sécularisation, de décroissance de son influence morale, sociale et politique, l'Église se retrouve paradoxalement en position de force, où le triomphalisme sera une tentation. La chute simultanée de tous les régimes socialistes d'Europe de l'Est semble bien prouver que les humains ne réussissent à devenir fraternels que s'ils sont appuyés sur une motivation supérieure à la seule contrainte. Si bien que la foi en Dieu se présente comme une force sociale et politique. Ce que la théologie de la libération

semble bien démontrer de son côté en Amérique latine. On voit mieux qu'à défaut de motivation spirituelle, on est réduit à ne pas écouter la voix des pauvres et même à la réprimer. C'est ce qui restera du monde concentrationnaire, du lavage de cerveau et du goulag.

Mais il serait terrible que l'Église oublie les leçons de l'histoire, depuis Constantin et Charlemagne jusqu'aux prétentions chrétiennes de Pinochet ou de Reagan, au point de croire que sa victoire actuelle est celle du capitalisme, ou même celle de la puissance technique, scientifique et managériale de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord. Si l'Église de l'an 2000, dans dix ans, vivait heureusement dans un monde où la gauche serait disparue, où la majorité seule régirait le monde, où l'armement nucléaire continuerait de maintenir la guerre froide à l'égard de la Chine, où le lien de solidarité humaine serait uniquement le marché et la propriété privée, alors il faudrait regretter le temps d'avant Gorbatchev et d'avant Jean Paul II, où le régime de fraternité contrainte faisait de la prière un problème politique.

Mais il faut tout de même essayer un peu l'attitude du pape Jean Paul II et du cardinal Casaroli, dont le prestige diplomatique a connu une remontée vertigineuse dans les derniers mois : être *pour* la santé politique et sociale d'un Occident réconcilié, plutôt que d'être surtout *contre* les dangers indéniables d'un occident capitaliste dont le Christ se serait sans doute méfié davantage que de l'URSS de Gorbatchev. ■

Julien Harvey

## LE SALVADOR À LA DÉRIVE

**a**vec l'assassinat de six Jésuites, le 16 novembre dernier au Salvador<sup>1</sup>, ce sont les voix les plus lucides, celles dont le Salvador avait le plus besoin, celles qui ont le mieux exprimé la simple nécessité d'une solution politique négociée pour mettre fin à la guerre civile, qui ont été tués. La paix semble maintenant plus lointaine que jamais au Salvador, et on ne peut s'empêcher de penser à ce vers désespéré du poète espagnol Blas de Otero, à propos de l'Espagne de Franco : « *Aquí no se salva ni Dios, lo asesinaron* » (Ici, même Dieu ne s'en tire pas, ils l'ont tué).

Cependant, une lecture purement « humanitaire » des récents événements au Salvador ne rendrait pas compte de leur portée politique. Politiquement, l'assassinat des Jésuites, la gravité même de ce crime, a brusquement clarifié beaucoup de choses, en rappelant au monde entier que ceux qui détiennent le pouvoir au Salvador ne sont ni partisans de la démocratie, ni en voie de le devenir. Politiquement, c'est comme si la mort violente des Jésuites était soudain venue justifier de nouveau à la face du monde le recours du FMLN à la lutte armée.

Mais encore une fois les choses ne sont pas si simples : car dix ans de conflit armé ont largement démontré que la guerre ne peut apporter de solution. Ainsi, la vaste offensive militaire lancée par le FMLN quelques jours avant l'assassinat des Jésuites, la plus importante que le FMLN ait jamais réalisée en dix ans de guerre civile, lui a certes rapporté d'indéniables gains politiques et militaires – mais à quel prix... ? Des milliers de civils ont été tués, blessés ou laissés sans abri, suite aux bombardements des quartiers périphériques de la capitale par la force aérienne salvadorienne. Une offensive aussi coûteuse en vies humaines est-elle justifiable ?

D'autant plus que si, par le biais de cette offensive militaire, le FMLN voulait forcer le gouvernement Cristiani à faire des concessions véritables à la table des négociations, il a apparemment fait une erreur de calcul : car son offensive semble au contraire avoir renforcé la position des plus extrémistes au sein de ce gouvernement d'extrémistes. Les escadrons de la mort ont désormais la parole. Le président Cristiani a déclaré que toute négociation était suspendue tant que le FMLN ne déposerait pas les armes. L'administration américaine, seule à pouvoir faire bouger les choses, demeure inconditionnellement derrière le gouvernement et les forces armées du Salvador, même si tous deux sont désormais contrôlés par les éléments les plus violents de la droite salvadorienne.

Après dix ans de conflit, rien ne parvient à briser la logique de la guerre et l'horizon est noir : les négociations entreprises à l'automne entre le gouvernement et le FMLN sont rompues, les deux parties misent plus que jamais sur une issue militaire, la communauté internationale, malgré ses bonnes paroles, refuse de se mouiller et, avec l'assassinat des Jésuites, la droite a aussi tué la possibilité de mobiliser les secteurs civils en faveur de la négociation. ■

Rafael Montano

1. L'un des Jésuites assassinés, Ignacio Martin-Baro, avait accordé une interview à *Relations* il y a un peu plus d'un an. Voir « Le Salvador en transition », no 546, décembre 1988.

DOSSIER

# la violence institutionnelle



Extrait du film *De bruit et de fureur*, de Jean-Claude Brisseau

# L'AUTRE CÔTÉ DE LA VIOLENCE

par François Morissette

**C**ertes la violence, celle qu'on utilise et celle qui nous effraie, a existé depuis toujours. Déjà dans les temps archaïques, l'homme primitif, mû par son instinct d'agression, développait des comportements violents pour s'affirmer, se protéger, s'alimenter ou se reproduire.

Konrad Lorentz l'a bien démontré. L'instinct grégaire qui poussa l'homme à former des collectivités et des civilisations amena celui-ci à établir des mécanismes de régulation de la violence. Graduellement, l'usage de la violence s'est restreint et s'est codifié. Thomas Hobbes, dans le *Léviathan*, élabore la théorie selon laquelle les hommes, pour fonder la société, ont accepté de remettre l'usage de la violence à un tiers, l'État. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle en Occident, on reconnaît donc que l'État est le seul corps social qui puisse légitimement recourir à la violence par ses institutions (justice et police), et cela dans le but d'éviter que les individus se fassent justice eux-mêmes aux dépens de la paix sociale.

La violence peut donc être, dans sa nature, légitime ou non. Ainsi, la guerre représente un type de violence qu'on tente de légitimer en la codifiant internationalement par des conventions. Les révolutions et les rébellions armées, de leur côté, sont habituellement des formes de violence qui ne sont pas tolérées, car ces soulèvements s'attaquent à la légitimité même des institutions qui normalement se réservent le droit d'utiliser la violence. Cependant même le Vatican admettait, il y a quelques années, en conformité avec sa tradition, le recours légitime à la lutte armée dans les cas de libération de peuples opprimés. Criminalité et terrorisme, pour leur part, ne sont jamais reconnus ni acceptés. Ce sont franchement des formes de violence hors normes. Bref, l'histoire démontre que l'humanité s'arrange mieux avec la violence issue des luttes armées qu'avec

celles qui minent une société au jour le jour.

Notre société occidentale moderne se développe avec un problème de violence interne. L'urbanisation rapide des dernières décennies, l'évolution des classes (société duale) et des ghettos, et l'intolérance provenant de visions morales ou religieuses étroites (certaines formes de conservatisme), codifiée ensuite dans des lois, ont certes provoqué et causé l'irruption de la violence que l'on connaît aujourd'hui. Pourquoi sommes-nous plus sensibles, voire lucides à propos des causes de la violence ? Il faut peut-être croire que le progrès réalisé depuis quarante ans, en ce qui a trait aux Droits de la personne, y est pour quelque chose. Non seulement les droits fondamentaux issus de la Révolution française, mais également les droits économiques, les droits à l'éducation et à une plus grande égalité des chances, ceux qui font référence à une question de dignité.

## *Violence structurelle*

Hormis les cas d'abus de pouvoir des forces policières, les médias parlent presque exclusivement de criminalité et de terrorisme lorsqu'ils tiennent un discours sur la violence. Beaucoup plus rare est le discours sur la violence institutionnelle et structurelle. Pourtant celle-ci existe. Il s'agit d'une violence indirecte et floue, faite aux femmes, aux pauvres, aux jeunes et aux minorités, d'une violence subie par les marginalisés. Violence du capital et de son développement sauvage qui ne se soucie pas des dimensions humaines. Violence du complexe militaro-industriel qui canalise les ressources et méprise l'environnement. Violence des régimes autoritaires.

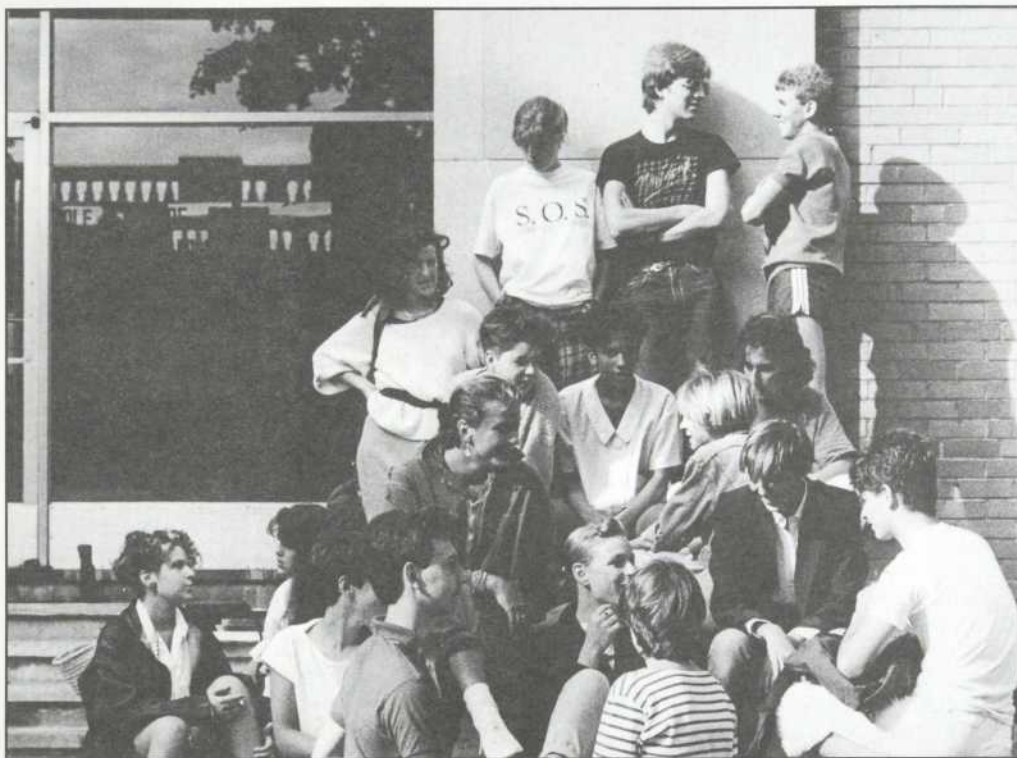
Toutes les pratiques sociales qui favorisent l'exclusion de certaines catégories de personnes alimentent la violence. De nombreux comportements et décisions à un niveau supérieur de l'appareil étatique ou de divers « lobbies », qui sont autant de lieux de concentration de pouvoir, sont porteurs d'une violence potentielle. Tous les individus qui ne peuvent s'épanouir dans notre société d'excellence et de gagnants veulent pourtant être reconnus à leur juste valeur. Bureaucratie et lois du marché ont éliminé beaucoup d'espaces de négociation. Notre société ne sait plus aménager la différence, tout ce qui est hors-normes fait peur. C'est même le différend qu'on ne sait plus comment vivre, qui échappe au dialogue, et qui fait qu'on débouche sur le conflit.

Plutôt que de chercher à émanciper et à socialiser les individus qui ont des problèmes d'intégration sociale, on les aliène. Intolérance et répression, langages courants du néo-libéralisme bureaucrate, deviennent à leur tour formes de violence. La violence des petits devient, elle aussi, langage. Elle nous dit toute la recherche d'une reconnaissance et d'un espace de liberté. Lorsque les critères pour déterminer une politique ne se fondent que sur la rentabilité et le profit, niant toute dimension humaine, la violence institutionnelle devient *injustice*.

Car l'injustice est avant tout une question d'offense à la dignité et de mépris. Méprisés par un appareil inhumain, nombreux sont les gens qui répondent par une violence qui, si elle est plus visible et condamnée, n'est en large partie qu'une réaction à une violence institutionnelle déjà présente à bien des niveaux de pouvoir de notre société. Tant et aussi longtemps qu'on refusera de négocier avec les marginalisés, on entretiendra la spirale de la violence telle que définie par Helder Camara : oppression, résistance, répression. ■

# DES JEUNES DANS LA TOURMENTE

par Gisèle Turcot



Anne Cherix

**d**es roses rouges dans la neige. Dououreux souvenir du massacre perpétré en décembre dernier sur le campus de l'Université de Montréal. Un jeune adulte s'en prend à des personnes de son âge, toutes des femmes. Curieux mélange d'échecs personnels et de lutte idéologique où l'élimination planifiée de quatorze étudiantes de polytechnique se termine, ne l'oublions pas, par le suicide du meurtrier.

Une scène aussi intolérable, publique, pourra-t-elle jeter un peu de lumière sur la face cachée d'un drame qui nous jette dans l'angoisse ? La violence qui touche la jeunesse nous touche tous, y compris les jeunes eux-mêmes, qu'ils en soient les acteurs ou

les spectateurs et parfois les victimes. Nous avons besoin de nous expliquer les dimensions de ce mal qui ronge les forces vives d'une société, car au-delà de notre impuissance collective à panser les malheurs personnels, nous aimerions bien découvrir comment enrayer les causes sociales qui alimentent le cycle de la violence.

## *Moins de crimes, plus de suicides*

La violence a-t-elle augmenté chez les jeunes ? La réponse est non. Même si les années 80 ont été marquées, au Québec, par une augmentation du nombre total des contrevenants impliqués dans des crimes avec violence, on observe une diminution de la participation des moins de dix-huit ans à ces délits. Entre 1981 et 1987, sur l'ensemble des contrevenants, le pourcentage des inculpés pour des crimes avec violence est passé de 8,52 % à

13,40 %, tandis que le pourcentage de mineurs impliqués dans ces actes de violence a chuté de 19,13 % à 11,06 %.

Dans son analyse des « infractions à caractère violent, homicides, voies de fait, viols (crimes contre la personne)<sup>1</sup> », Louise Langelier-Biron constate, par contre, une tendance à la hausse dans le port d'armes et la participation à des batailles entre groupes d'adolescents. C'est cette tendance inquiétante que les reportages des grands médias ont mise en évidence depuis quelques mois, surtout dans la région de Montréal.

Une autre tendance devrait nous alerter peut-être davantage : c'est l'augmentation du nombre de suicides et de tentatives de suicide chez les 15 à 24 ans. Cette tendance est plus forte chez les garçons que chez les filles, plus forte au Québec que dans l'ensemble du Canada, plus forte en régions périphériques que dans les grands centres urbains du Québec (à l'exception de Montréal). À l'échelle internationale, ajoute Louise L.-Biron, « en 1978, le taux canadien de suicide, qui est de 16,9/100,000 habitants chez les 15-24 ans,

1. Langelier-Biron, Louise, « La violence dans le Québec des années 1980 », *Apprentissage et socialisation* (Conseil québécois pour l'enfance et la jeunesse), vol. 12, no 1, mars 1989, p. 37-43.

place le Canada au deuxième rang des pays industrialisés les plus touchés par le suicide » (p. 39).

## Exclusion-dépossession -coercition : exit violence

Or depuis Durkheim<sup>2</sup>, nous savons que la hausse du taux de suicide révèle l'incapacité d'une société à réussir l'intégration sociale de ses membres. Laissés à eux-mêmes dans un *milieu anémique*, affrontés à une société de concurrence et de compétition qui renvoie les perdants à la marge, des jeunes renoncent à leurs espoirs. Et ils tournent contre eux-mêmes la frustration et la rage qui les habitent.

Ce ne serait donc pas par hasard que, dans « un Québec cassé en deux » (*Relations*, novembre 1988), le taux de suicide soit plus élevé dans les zones en désintégration socio-économique et démographique. Le manque d'emplois disponibles provoque déjà depuis une vingtaine d'années l'exode des jeunes populations les plus aptes vers les milieux plus prometteurs. Mais sans l'appui d'un solide réseau social, les plus faibles qui restent sur place se découragent et se résignent à une vie au bas de l'échelle, car ils se savent condamnés à la chaîne ininterrompue de l'échec social : petits travaux à court terme, chômage, aide sociale, retour commandé aux études, accès difficile à

un marché restreint de l'emploi. Quelle épreuve pour l'identité personnelle et sociale chez toute « une génération sacrifiée<sup>3</sup> » !

De l'avis d'intervenants auprès de jeunes décrocheurs, marginaux, itinérants, parfois aux prises avec la drogue et la prostitution, certaines décisions institutionnelles ne font qu'accentuer le drame de la marginalisation<sup>4</sup>. « Le circuit exclusion-dépossession-coercition s'enclenche. L'exclusion est déjà contenue dans les programmes de normalisation<sup>5</sup> ». Le jeune est alors dépossédé de ses moyens d'accès à des apprentissages, parfois même privé de l'exercice de ses droits et libertés. La coercition s'exerce ensuite sur les exclus de ces programmes.

C'est ce moment précis que des élites financières et gouvernementales

semblent avoir choisi pour resserrer les politiques sociales : le montant de la prestation de l'aide sociale a été augmenté pour les 18-30 ans dans le besoin, mais on a établi des normes d'accessibilité plus sévères, tout comme on s'apprête à le faire dans la réforme de l'assurance-chômage.

Il est donc prévisible que de plus en plus de jeunes vont s'engouffrer dans l'économie souterraine, tout comme des écoliers et des écolières se livrent déjà à la prostitution durant les fins de mois pour pouvoir acheter leur nourriture et même celle des autres membres de leur famille. Et le cycle de la violence recommence, obligeant la société à s'enfoncer dans le contrôle et la répression<sup>6</sup>.

Les roses rouges dans la neige de décembre annoncent-elles un meilleur printemps de solidarité sociale ? ■

2. Durkheim, Emile, *Le suicide*, Paris, P.U.F., Bibliothèque de philosophie contemporaine, 1960 (Première édition en allemand en 1897).

3. AEQ, « Les jeunes face à la crise », Comité des affaires sociales, sept. 1982. Dans *La justice sociale comme bonne nouvelle*, Messages des évêques du Québec présentés par G. Rochais, Montréal, Bellarmin, 1984, p. 192.

4. Ainsi, après une quinzaine d'années de rattrapage en faveur des enfants qui fréquentent les écoles en milieux défavorisés - l'Opération Renouveau -, la CECM s'est lancée dans une « Opération excellence » en faveur des plus doués. En voulant résoudre le problème de la déqualification de l'enseignement public, on accentue, par un effet de

système, la situation des élèves en difficulté.

5. ROCJMM, « Les réalités des jeunes : banalisation et coercition », Document de réflexion présenté au Conseil permanent de la jeunesse du Québec, par le Regroupement des organismes communautaires jeunesse du Montréal métropolitain, avril 1989, p. 8.

6. L'espace restreint de cet article ne permet pas d'élaborer les éléments d'une politique jeunesse. Le document du ROCJMM, cité plus haut, présente des considérations qui tiennent compte de l'analyse des politiques et orientations adoptées depuis une quinzaine d'années et il renvoie au document du Comité de protection de la jeunesse intitulé : « Les droits des jeunes en centres d'accueil », octobre 1988.

## COURS PAR CORRESPONDANCE

Cours I : Introduction générale à l'Ancien Testament

Cours II : Introduction au Nouveau Testament

Cours III : Un certain visage de Jésus : l'Esprit

Chaque cours comprend douze leçons.

Les frais de participation doivent être versés au moment de l'inscription ; ils couvrent les frais de correction et de poste :

40 \$ chaque cours (30 \$ sans correction) ; Hors Canada : 55 \$ chaque cours (45 \$ sans correction).

# SΘCABI

Société catholique de la Bible, 7400, boul. St-Laurent, Montréal H2R 2Y1, tél.: (514) 274-4381

# COMPTE À REBOURS POUR UNE SOCIÉTÉ VIOLENTE ?

par Lorraine Gaudreau

Animatrice sociale et étudiante au doctorat en service social à l'Université Laval

**P**eut-on contester le fait que l'évolution de nos sociétés capitalistes se fasse, entre autres, sous le signe de la violence ? Il arrive que des peuples entiers en soient les victimes ; que l'on pense ici aux arrestations, tortures et meurtres de prisonniers politiques, à la famine et à la sécheresse commandées (en Érythrée), à l'exploitation du tiers monde. Les femmes n'y échappent pas. Pourtant ce ne sont pas ces violences que je veux commenter, mais bien celle que notre société est en train d'ériger en système sous le couvert des impératifs du progrès<sup>1</sup>. Cette violence-là touche particulièrement les femmes de classes populaires et notamment les assistées sociales.

Elle prend la couleur de l'appauvrissement, d'un contrôle excessif sur la vie privée, d'un harcèlement administratif, d'une quasi impossibilité d'accès à un emploi décent, parallèlement à une obligation d'accepter une « job » sous-payée dans le marché du travail précaire<sup>2</sup>.

Cette violence, c'est l'État qui l'installe, qui la nomme *réforme* et qui la justifie par le développement « naturel »

d'un système de libre entreprise, contrôlé par de moins en moins de possédants, qui appelle à une consommation de plus en plus folle et qui peut produire avec de moins en moins de travailleurs et de travailleuses.

Cette violence, elle s'actualise plus concrètement dans les fins de mois pénibles, dans le refus que l'on doit exprimer à nos enfants de participer à diverses activités scolaires ou autres, dans le sentiment que les dés sont pipés et que dès leur première année nos enfants sont perdants ; dans le mal que l'on a de voir que « nos grands » ne peuvent se trouver un emploi, faire des projets d'avenir, se réaliser ; dans l'obligation où l'on se retrouve parfois de mener une vie d'itinérante, sans abri.

Cette violence, elle traverse le corps, elle se vit souvent face à face avec un flacon de pilules que le gouvernement continue de payer. Elle s'appelle peur, honte, humiliation devant le mépris et parfois même devant la haine des autres : la voisine d'en face, l'épicier du coin, l'animateur de radio qu'on aimait bien, le propriétaire qui tout à coup n'a plus de logement à louer, le politicien

pour qui l'on a voté et qui a changé de discours. Cet autre a parfois le visage du professeur de notre enfant, du prêtre de la paroisse, ou même de son propre frère ou d'une soeur.

Cette violence, elle peut amener à la défaite. Défaite quand on n'a plus la capacité de prendre sa vie en main. Défaite quand on reproduit la violence ou la domination dans nos rapports sociaux. Défaite et désespoir d'autres cris qui se matérialisent parfois par des lames de couteaux, portés par nos enfants dans nos cours d'école, dans nos autobus. Défaite quand on n'est plus qu'impuissance ou révolte destructrice pour soi-même et pour les autres.

## *Nos cris doivent se multiplier et s'unir*

Mais cette violence peut aussi inviter à l'organisation. J'en vois la preuve dans la persistance du Front commun des personnes assistées sociales du Québec, qui existe depuis 1975 et qui a mené la dure lutte contre la réforme de l'aide sociale ; dans le développement des Centres de femmes au Québec, au cours des années récentes ; dans le maintien à bout de bras et de souffle des Maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence. Ce ne sont que quelques exemples de groupes importants dans notre société actuelle et dont la continuité est assurée par des femmes. Ces femmes, entre autres, qui à plus de 60 ans et après avoir milité pendant quinze ou vingt ans, secouent encore quotidiennement l'oppression qui tente de leur faire courber les épaules.

Pour que cesse le processus d'institutionnalisation de la violence, nos cris

1. Lorsque la revue *Relations* m'a proposé de participer à son numéro sur le thème de la violence institutionnelle concernant les femmes, je me suis demandé au nom de quoi et de qui je pouvais accepter cette offre. Je me disais qu'une militante en maison d'hébergement pour femmes victimes de violence serait plus compétente que moi. Mais en même temps je sentais que j'avais quelque chose à dire, pas « au nom de » mais « grâce à » la richesse de la parole et du vécu de tant de femmes avec qui j'ai milité dans les groupes populaires, principalement à l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec

Métro, et à cause de la douleur profonde que je ressens devant les centaines d'images de violence qui m'assaillent jour après jour. J'ai donc accepté, tout comme je l'ai fait lorsqu'un groupe de travail mandaté par le Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec m'a demandé de travailler au volet pédagogique de la démarche qui a conduit à la publication en novembre dernier de l'ouvrage « Violence en héritage ».

2. Je fais référence à la mise en place des « bouboumacoutes » et à l'adoption de la Loi 37.

«Assez, j'en ai assez»  
ENOUGH is ENOUGH

SPOUSAL ABUSE  
**LA VIOLENCE CONJUGALE**  
*C'est inacceptable!*  
*is unacceptable!*

S.O.S.  
**VIOLENCE CONJUGALE**  
*De l'aide au bout du fil!*  
**1-800-363-9010**

Québec ::

Ministère de la Justice  
Ministère des Services sociaux  
Ministère du Solliciteur général

doivent non seulement se multiplier mais s'unir. Les cris que j'aimerais voir se multiplier et surtout s'unir sont ceux qui battent en brèche la violence. Et je me permets d'élargir ici le champ de mon propos à l'ensemble de la société, au lieu de considérer exclusivement la question de la violence faite aux femmes.

Ainsi depuis cinq ans, deux écoles primaires de quartiers populaires à Québec (Marguerite-Bourgeoys et Saint-Roch) ont mené un projet d'éducation à la non-violence. Il rejoint non seulement des enfants (mascotte, engagement de ne pas jouer avec des jouets

militaires, dîner de l'amitié, réflexion sur les attitudes et les comportements face à la violence...), mais aussi leurs parents (rencontres thématiques, colloques de quartier, etc.). Ce genre de laboratoire social doit être encouragé.

Un second projet porteur de transformation vient d'être adopté à un tout autre niveau. Il s'agit de la démarche entreprise par le Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec. Cette démarche dépasse de beaucoup le cadre de la publication d'un ouvrage théorique<sup>3</sup>, puisque des sessions de formation sont offertes à l'ensemble des agents de pastorale des

divers diocèses du Québec. Pour avoir participé à l'élaboration de ces sessions, je me dois de souligner qu'elles proposeront aux participants et aux participantes un vrai retour sur eux-mêmes afin d'examiner, par exemple, les attitudes de domination que l'on reproduit dans nos rapports sociaux ou les préjugés que l'on entretient face aux femmes victimes de violence, préjugés attribuables à une méconnaissance du phénomène de la victimisation... C'est un autre lieu de concertation des efforts qui permet d'espérer l'avènement d'une société non violente.

Nos cris de protestation peuvent donc être individuels, à travers le regard questionnant que l'on peut poser sur ses propres valeurs, préjugés, attitudes et comportements. Au-delà des démarches personnelles pour désamorcer la spirale de la violence, il reste le problème, trop réel dans le vie de trop de femmes, du comportement des hommes qui posent encore des gestes violents. Tout en reconnaissant dans certains cas que leurs coups sont la résultante d'autres violences comme le chômage, l'exploitation au travail, le sentiment d'inutilité..., je ne peux que dénoncer l'injustice de certaines peines, trop légères pour décourager de nouvelles manifestations de violence. Les solutions simples n'existent pas, certes, mais il faut briser le cycle de la violence en agissant simultanément par la réprobation judiciaire et sociale et par des programmes d'intervention qui rejoignent des hommes violents.

Ce cycle, nous devons aussi le faire éclater par la recherche de solutions collectives. Car aussi importante soit-elle, la multiplication de projets pour contrer la violence sous toutes ses formes ne peut être garante d'une société sans oppression si les élus entretiennent par tous les moyens la domination politique, l'aliénation idéologique et culturelle, l'exploitation et l'exclusion économiques. C'est pourquoi il faut parler d'engagement dans la politique partisane, tant au niveau local qu'à l'échelle nationale.

3. *Violence en héritage ? Réflexion pastorale sur la violence conjugale*, Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec, Montréal, 1989, 60 pages. S'adresser au Secréariat de l'épiscopat, 1225 est, boul. St-Joseph, Montréal H2J 1L7, tél. : (514) 274-4323.



L'affaire Joli-corps à Québec. Tant que les règlements municipaux laissent la voie ouverte à la violence de la pornographie et de la prostitution.

Le Soleil

## Un projet politique

Face au vide politique dramatique dans lequel baigne le Québec, la reconstruction d'un projet de société s'avère une condition nécessaire pour briser le cercle de la violence institutionnelle. On peut bien douter de l'efficacité des partis politiques pour s'attaquer à ce problème qui nous atteint tous de quelque manière... Je vois des cheveux se dresser sur les têtes et des sourires naître au coin des yeux de bien des militants qui ont essayé et qui n'y croient plus. Quelles que soient les raisons invoquées, il est clair que la route est encore très longue pour prendre le pouvoir et

le prendre avec et dans les intérêts des classes populaires. Pourtant, des gains sont possibles : pensons à la victoire du Rassemblement populaire à Québec, en novembre dernier, lors des élections municipales. Au-delà des impossibles miracles d'un parti, qui n'a qu'un pouvoir restreint, on peut sans trop d'erreurs prévoir des changements, ne serait-ce que face à la pornographie, cheval de bataille de groupes de femmes depuis de nombreuses années.

Je suis convaincue qu'à tout le moins, et quelles qu'en soient les conclusions, la réflexion sur la lutte à la violence comme « institution » doit se faire parallèlement à celle sur le vide politique actuel au Québec. Et bien que

la mort ne soit pas au rendez-vous, comme c'est le cas au Salvador, le « courage » exigé est aussi grand, car nous faisons face à d'autres « dangers » que sont l'individualisme, l'intolérance, le sentiment d'impuissance, l'intériorisation des valeurs de consommation, des préjugés... L'enjeu est du même ordre, c'est la fin de l'oppression sous toutes ses formes.

Car n'espérons pas redonner un sens à la responsabilisation sociale si les armes de l'État pour « développer » le Québec sont trempées dans le mépris d'une portion sans cesse grandissante de sa population, principalement des minorités, des jeunes et des femmes. Il n'est d'autre clé que la dignité. ■

# ÉTAT DE BESOIN ICI, ÉTAT DE SIÈGE LÀ-BAS !

par Jean-Pierre Richard

« La neige est une pureté menteuse ! »  
Goethe

**Q**u'est-ce donc que le terrorisme et la violence dans le monde contemporain ? En principe, nous devrions tous le savoir puisque, chaque jour et avec des détails toujours plus réalistes, les médias nous rapportent les activités terroristes au Chili, en Colombie ou Amérique centrale, au Sri Lanka ou au Liban, au Pays basque ou à Belfast. En fait, nous savons peu de choses sur le terrorisme, d'abord parce que chacun a sa définition du terrorisme ; ensuite, et le Vietnam l'a démontré avec des kilomètres d'articles et des heures de reportages télévisés, l'accumulation des faits bruts ne fait trop souvent que masquer la réalité. Le terrorisme serait, selon Noam Chomsky, l'élimination d'un interlocuteur au moyen de la violence physique ou de la violence symbolique. C'est séduisant, mais c'est bien court.

Le propos du présent article se limitera au survol d'un seul cas, celui de la Colombie et des États-Unis. Et cela pour cinq raisons : 1) c'est un élément de l'axe Nord-Sud dont la base même est la violence ; 2) c'est un rapport dominant-dominé qui a fini par créer un équilibre de la terreur : chacune des deux sociétés a la capacité de détruire l'autre ; 3) c'est un marché illégal qui est régi, comme les marchés légaux, par la loi de l'offre et de la demande ; 4) c'est un cas d'éclatement de la complémentarité consommateur-producteur ; 5) c'est un rapport global à la fois symbolique et exemplaire.

Depuis un an qu'il est au pouvoir, George Bush proclame son goût de la vertu, mais ne le claironne pas comme

l'a fait Ronald Reagan au début de son premier mandat. Certains faits invitent l'occupant de la Maison blanche à plus de discrétion : la croissance des inégalités entre Américains, le déclin de l'Empire américain, la chute de l'Empire du mal, l'échec d'un certain prêchi-prêcha télé-évangélique et, *last but not least*, le problème du SIDA qui, en consacrant l'échec de la science occidentale, ramène l'Occidental à un terrain où il croyait avoir laissé l'homme du tiers monde : celui de la contagion quasi incontrôlée. En résultent une société morose et une mentalité de pénurie intérieure dont le problème de la drogue est le témoin le plus criant.

George Bush n'est pas, comme Ronald Reagan, un homme de Hollywood. Il n'en partage pas moins les mêmes valeurs, s'il ne les proclame pas dans le même style. La déclaration de guerre de Bush aux barons de la cocaïne et celle de Reagan aux marxistes de la Grenade sont du même ordre en tant qu'elles visaient au « j'accuse, donc je me libère ». Elles sont radicalement différentes parce qu'il n'y a pas ou si peu de marxistes aux États-Unis et qu'on n'y manque pas de consommateurs de drogues, légales ou illégales. Bref, Ronnie a écrit le scénario et a tourné le long métrage « Coup de poing à la Grenade », seul et avec des capitaux américains. George Bush, par contre, tourne en Colombie, par téléphone, un film qui s'appelle « Chronique d'un divorce annoncé ». Le problème de Bush est que le public consommateur américain est de mèche avec le scénariste de Medellin et que capitaux et profits sont le fait des caïds de la coke. La drogue au plan économique inverse le rapport Nord-Sud.

La guerre à la drogue aux États-Unis

même a eu le tort jusqu'ici de refuser de remplir la première condition de la victoire : définir l'ennemi. La société américaine refuse de répondre à une question courte et essentielle : pourquoi les Américains se droguent-ils massivement ? Refuser d'y répondre, c'est mentir et risquer de perdre la guerre. Ce mensonge doit donc être vraiment nécessaire ! Oh, les Nord-Américains ont pris bien soin de proclamer que les présidents Bush et Barco sont deux amis et que la guerre n'a pas été déclarée à ce rivage où Christophe Colomb a abordé il y a bientôt cinq siècles ! Ni à son arrière-pays où l'on pénètre par le rio Grande de la Magdalena, fleuve navigable sur 1761 kilomètres, cher au cœur de Gabriel Garcia Marquez ! Oh que non ! Il s'agit plus simplement de la juste guerre du pays du coca-cola contre le pays de la coca ! Produit contre produit !

La violence serait donc le seul moyen de combattre la violence dans cet axe nord-sud qu'est le commerce de la drogue en Amérique. Le narco-trafic atteint le chiffre d'affaires global de 500 milliards annuellement dans le monde, soit exactement la moitié de celui des armements. On parle de narco-dollars et de narco-économie. La violence ne se compare qu'à la violence.

## Les deux premiers quarts

Pour les Nord-Américains, le problème n'est pas exclusivement colombien, mais il est d'abord colombien. Pour avoir une vue de la pointe sud de cet axe, écoutons Gabriel Garcia Marquez. Dans un article considérable publié dans *El País* (Madrid, 5 novembre 1989)

et intitulé « ¿ Qué pasa en Colombia ? », Gabriel Garcia Marquez s'interroge sur le sens des événements qui ensanglantent son pays et apporte des réponses dont certaines puisent à son expérience directe du problème. G.G. Marquez raconte qu'il a participé personnellement aux négociations entre les barons de la cocaïne et le gouvernement de Bogota. Il nous apprend qu'en 1985 il a eu une entrevue avec un émissaire de Pablo Escobar qui désirait réitérer au gouvernement colombien la Proposition de Panama.

Qu'est-ce donc que cette proposition qu'un groupe de malfaiteurs voulait réitérer et pourquoi le plus grand narrateur vivant de langue espagnole et prix Nobel jugeait-il bon de la transmettre lui-même ? En mai 1984, Pablo Escobar, chef du Cartel de Medellin et parlant au nom de tous les narcotrafiquants de Colombie, avait transmis à Alfonso Lopez Michelsen (1978-82), dans un hôtel de Panama, une proposition formelle à adresser au président Belisario Betancur (1982-86). Pourquoi un ancien président de la Colombie rencontrait-il le Grand Bandit de Medellin ? Parce que, si l'on divise l'économie de la Colombie en quatre quarts, l'on voit que le premier quart est pris par le café, cette drogue bénigne qui est consommée dans le Nord et produite dans le Sud ; que le deuxième est occupé par la drogue et que les deux autres le sont par tout le reste. Si vous cherchez un peu dans le reste, vous trouverez la sueur d'un peuple, des émeraudes et la prose de G.G. Marquez.

Selon Gabriel Garcia Marquez, la Proposition de Panama comportait les articles suivants :

- les chefs de cartel promettaient de se retirer du trafic ;
- ils promettaient de démanteler leurs bases de traitement et de commercialisation de la cocaïne ;
- ils promettaient de rapatrier leurs capitaux et de les investir, conformément à la loi, dans l'industrie et le commerce de la Colombie ;
- ils promettaient de partager avec l'État le poids de la dette extérieure colombienne ;
- en retour, ils s'attendaient à être jugés en Colombie et, surtout, à ce que le traité d'extradition avec les États-Unis ne soit pas appliqué.

Les chefs du trafic colombien de la drogue ne faisaient que promettre. Il est facile de promettre dans un domaine où les promesses ont bien peu de poids et où compte peu la volonté des indi-



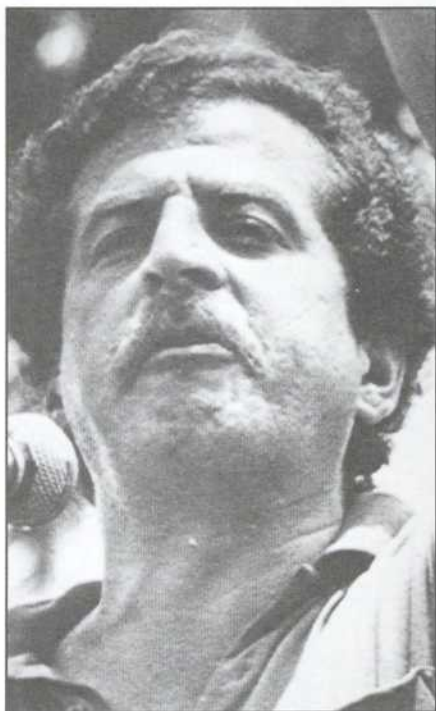
Ce paysan des Andes sait-il qu'en faisant la cueillette des feuilles de coca, il est un maillon de la chaîne qui enferme son peuple dans une lutte avec le géant occidental ?

vidus. Le quart de l'économie d'un pays et un commerce annuel de 500 milliards de dollars ne peuvent être supprimés, ou même modifiés, du jour au lendemain. Certains, on le verra plus loin, pensent qu'il suffirait de changer l'ordre des intervenants pour régler le problème.

### *Une république de la cocaïne*

Ensuite, l'auteur de « Chronique d'une mort annoncée » révèle ce qui est pour les Colombiens un secret de Polichinelle. Et ce secret révèle toute la

Canapresse



Canapresse

Luis Carlos Galán, candidat à la présidence, assassiné par les fauves de la drogue le 18 août 1989.

structure de la violence grâce à laquelle la Drogue a pu parler d'égal à égal avec l'État.

- Au cours des années 70, les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), le bras armé du parti communiste colombien, implantèrent dans les régions du cours moyen du Magdalena divers fronts de guérilla. Le but avoué était de défendre les paysans désarmés contre la voracité des grands propriétaires terriens.
- Mais la violence de la guérilla, qui fut longtemps acceptée dans les milieux les plus inattendus qui lui accordaient le sceau de la contre-violence, se mua rapidement en une guerre sale qui consistait à enlever, séquestrer, faire chanter et extorquer les éleveurs (en 1983, le parc bovin de la Colombie comptait 26 millions de têtes).
- Les éleveurs, devant le caractère durable du phénomène, ne tardèrent pas à se constituer des armées privées qui reçurent de Bogota tous les tampons nécessaires comme groupes d'auto-défense.
- À leur tour, ces groupes débordèrent leur rôle initial de lutte contre le communisme et devinrent une force menaçante qui s'en prit aux voleurs de bétail, aux petits filous de village et, ajoute G.G. Marquez, jusqu'aux mendiants et aux homosexuels !
- Ruinés et menacés par leurs propres

armées privées qui s'étaient ravalées au niveau de bandes de voleurs de grand chemin, ces éleveurs (qui, avec les planteurs, forment le fond de l'oligarchie traditionnelle colombienne) s'adressèrent aux barons de la cocaïne.

- Les chefs de cartel ne demandaient qu'à se laisser employer si cela leur donnait l'occasion de s'implanter et d'acquiescer ce qu'ils veulent par-dessus tout : la légitimité par le contact avec l'État et l'oligarchie. La fortune personnelle de chacun des caïds de Medellin est estimée à plus de trois milliards de dollars. Et G.G. Marquez a ce commentaire : « Il est inconcevable qu'un tel pouvoir d'achat se limite à la passion éphémère des biens matériels ; bien au contraire, il veut pouvoir pénétrer les obscurs marais (« ciénagas ») de la conscience et de la volonté des hommes ».
- L'alliance donna naissance à un vaste empire de 50 000 kilomètres carrés, soit deux fois la superficie du Salvador, bien armé... et à 300 kilomètres du palais des présidents de Bogota. Ce que les narcotrafiquants apportèrent : l'argent, la technique, le sens de l'entreprise, la capacité de mener des hommes. La violence artisanale devint scientifique grâce à des experts comme l'Israélien Yair Klein que les barons de la cocaïne avaient les moyens de se payer ! Les narcotrafiquants y créèrent une forme de bienfaisance qui ressemble à celle de certains néo-fascistes italiens : les pauvres reçoivent une chaussure la veille des élections et la seconde le lendemain.
- C'est de ce laboratoire lugubre que sont sortis les idées et les hommes qui ensanglantent aujourd'hui la Colombie tout entière, conscrée par George Bush dans une guerre de la pureté !

### *L'heure du pourquoi*

Pourquoi la Pureté ? Parce que l'Amérique de Georges Bush ne peut envisager de répondre à la question : pourquoi tant d'Américains se droguent-ils ? Pourquoi des millions d'hommes, de femmes et d'enfants se trouvent-ils en état de manque, de besoin et de dépendance ? À Montréal, on voit certains enfants du primaire s'initier à la drogue en reniflant les éléments volatils de l'alcool qui entre dans certains produits courants : colle,



Canapresse

Virgilio Barco, président actuel de la Colombie et allié du président Bush dans la guerre contre la drogue.

gros crayons-feutre, correcteur « liquid paper »... Il est urgent de centrer le problème sur le *pourquoi* et non sur le *comment*, ou le *où*. Les experts du problème de la drogue à Montréal vous diront que l'usage des drogues transcende les classes sociales, que les inégalités socio-économiques réussissent au mieux à expliquer la structure de prix et la gamme de qualité des produits stupéfiants. Une *ligne de coke* coûte une quarantaine de dollars à un yuppie et lui donne une accélération de moins d'une heure ; une *roche de crack* coûte dix dollars à un enfant de pauvre et lui donne un éblouissement qui se calcule en secondes et non en minutes. Ces inégalités éclairent le champ à prospecter mais, pas plus que ce qui est généralement avancé par la sociologie, n'expliquent la contagion de l'état de manque, de besoin et de dépendance. La drogue s'est frayée un chemin qui passe par tous les barreaux de l'échelle sociale.

La clé du problème de la drogue n'est pas un mystère. La drogue, sous ses formes illicites, est un produit industriel mis en marché pas tout à fait comme les autres produits de consommation. Pour atteindre ce que G.G. Marquez appelle les obscurs marais de la conscience et de la volonté, la drogue emprunte la voie publique, celle qui a été frayée et entretenue par la société légale. Le désir des effets de la drogue

n'atteint pas le cœur humain par un chemin secret, exclusif, mystérieux, ou impénétrable.

L'Occident libéral, en apportant à des masses de plus en plus larges des produits qui ont sorti l'homme de l'animalité, a quadrillé la conscience humaine pour mieux lui imposer ses produits générateurs de bien-être et de profit. La conscience accepte le produit comme un besoin auquel la publicité a conféré un caractère d'antériorité. Avoir vingt ans en 1990, c'est avoir toujours voulu une voiture. Un enfant né en janvier 1990 aura vu et entendu combien de minutes de publicité invitant à acheter une voiture en 1995, au moment d'entrer à l'école ! C'est dans la conscience subvertie d'un homme seul que l'état de manque pointe, se développe et se transforme en consentement. La drogue donne à la conscience en proie à la pénurie l'illusion de restaurer sa souveraineté l'espace d'un moment par l'abondance et l'éblouissement d'une chimie qui excite les sens et chauffe le sang. Illusion de l'Absolu. Le drogué est hors de lui-même avant, pendant et après l'Éblouissement.

Le corps est le chemin qu'emprunte le poison pour atteindre l'âme. Là encore, l'intérêt marchand a préparé le

monde contemporain à accepter que le corps soit le canal et le vecteur et qu'il ne reçoive pas de considération excessive. Bien au contraire. Prenons un exemple : les journaux télévisés des grandes chaînes américaines. Les spécialistes de la publicité commerciale ont vu depuis longtemps que le téléspectateur de cette liturgie de la violence qu'est un journal télévisé est particulièrement réceptif à certains produits qui s'adressent au corps, et non à la personne. Ces émissions qui rivalisent d'audace dans les sujets abordés, servent un éventail complet d'émotions. Elles sont devenues les locomotives des grandes chaînes, non parce qu'elles instruisent, mais bien parce qu'elles émeuvent. Elles vont du cadavre couvert de mouches dans tel endroit du tiers monde au cratère creusé par la voiture piégée ; elles vont des caravanes d'affamés d'Éthiopie aux scènes indescriptibles vécues par les « boat people », où les horreurs de l'anthropophagie rivalisent avec les cruautés de la piraterie. Il y a le commerce du sang et celui des enfants...

C'est dans cet état de réceptibilité que le spectateur est cueilli, à la pause publicitaire, par ceux qui lui proposent de la poudre pour les pieds, des crèmes

épilatoires, du papier hygiénique et des serviettes sanitaires, des aérosols de toutes sortes, des désodorisants en bâton, des shampoings et des colorants, des maquillages et des huiles solaires, des crèmes capillaires et des semelles orthopédiques, des gouttes pour les yeux et les oreilles, des crèmes pour les mains trop rudes, des liquides pour les lentilles cornéennes, des suppositoires et des crèmes pour les hémorroïdes, des boissons gazeuses où se trouve le mot coca et dont les extases photogéniques stagnent dans la conscience comme un résidu cicatriciel, des analgésiques et des débloqueurs de sinus, et des choses blanches ou roses, solides ou liquides qui font passer les aigreurs d'estomac, des préparations qui font fondre les kilos en trop, sans souffrir... et cette froide lotion couleur d'infini qui éteint le feu du rasoir.

Quand les horreurs du vaste monde sont épuisées pour la journée, que ce qui peut être administré en surface sur le corps a été offert au téléspectateur pour quelques dollars, le journal télévisé entre dans le corps et montre le corps qui accouche, qu'on opère, qu'on ampute, que l'on greffe, que l'on réanime, qu'on avorte. Que l'on débranche.

Tout est là, l'enfant à naître à tant



Démantèlement d'un laboratoire clandestin.  
Le quart de l'économie d'un pays ne peut être supprimé du jour au lendemain.

Canapresse

de semaines, et un peu plus tard. Et puis, il y a le sang, la saignée et le placenta... L'ambulance qui hurle. Et l'Auto avec ses quelque 50 000 morts annuels en Amérique du Nord et son quart de million de blessés. Et le personnel des hôpitaux, en blanc et en vert, qui charcute et qui perfuse, qui anesthésie et qui transfuse... et qui sauve des vies. Et puis, il y a les images de la pollution qui pénètre le corps allergique par toutes les pores et tous les sens et qui endolorit la conscience qui, elle, perçoit le monde comme un saccage et la Nature comme une Violée !

## Sortir de la banalité

Regardons le téléspectateur dans son vivot. La publicité est en lui comme le poison dans l'oreille du père d'Hamlet dormant dans son jardin. Que peuvent son corps couturé et son âme quadrillée contre le Produit blanc qui vient de Colombie par des réseaux qui ont vu tout s'incliner devant eux ? La neige menteuse des barons de Medellin est la seule à ne pas mentir, car elle est le péché, et elle le dit et c'est pour ça qu'on la croit.

Dans un monde où tout est banalisé, la cocaïne est accueillie comme libératrice parce qu'elle est transgression. L'Occident libéral veut banaliser toutes les transgressions pourvu qu'elles deviennent des produits producteurs de profits. La pornographie ne se vend-elle pas dans les dépanneurs ? Notre téléspectateur gère donc sa vie en tâchant d'y injecter un bon niveau de qualité et c'est cette qualité qui déterminera son rang dans l'échelle sociale.

Car l'argent ne suffit pas, lui assure-t-on, il faut la qualité. Or, c'est justement l'ultime triomphe de l'argent que de convaincre l'homme de se percevoir d'abord sinon exclusivement comme un consommateur. Les derniers opposants se taisent avec la chute de l'Empire du mal et leur silence n'indique-t-il pas que les pays de l'Est sont prêts, eux aussi, à accepter implicitement la drogue si c'est le prix à payer pour vivre comme nous, piétinant le sens marxiste de la vie pour accéder enfin à notre qualité de vie.

Plus que tout, mais pas exclusivement, le phénomène de la drogue témoigne du scandale de la conscience enfermée dans sa propre solitude par le système de consommation qui évacue le sens au profit de la qualité, masque d'une passion imposée. L'universalité du système de consommation explique l'universalité du problème de

la drogue dans nos sociétés. C'est le vecteur universel qui travaille un corps qui cesse d'être une unité de raison, de volonté et de passion, pour devenir le siège de la seule passion, donc de passion aliénante. L'Occident et ses économies de marché ont tout fragmenté, divisant l'humanité en Nord et en Sud, en catégories et en clientèles, en ayant-droit et en bénéficiaires, en classes mi-moyennes, moyennes-inférieures et moyennes-supérieures, procédant à une division du travail et à une répartition des tâches bientôt universellement acceptées – laissons à Deng Xiaoping le temps de rejoindre ses Ancêtres ! – et qui s'inscrivent dans l'Histoire... Mais c'est curieux comme la drogue – dont les 500 milliards se comparent aux 5000 milliards du PNB américain et au 15 000 milliards du Produit mondial brut – fait ressembler ce beau monde au serpent qui est en train de se mordre la queue !

Quand et comment George Bush est-il entré en scène ? Après Ronald Reagan... En 1984, l'ambassadeur des États-Unis à Bogota, Lewis Tambs, est intervenu pour torpiller tout effort de paix négociée entre le gouvernement colombien et les caïds de la cocaïne et pour exiger l'application du traité d'extradition conclu avec les États-Unis par le président Julio Cesar Turbay Ayala (1978-82), traité inégal qui donne le droit aux États-Unis d'exiger de la Colombie l'extradition de nationaux colombiens. Quels que soient les défauts des reaganiens et les faiblesses de leur système, il est difficile de les désapprouver. En effet, il n'est pas un homme sensé qui puisse promouvoir sérieusement l'idée d'une entente complète entre Bogota et les cartels de la drogue. Parce que ce serait, dans le but louable de lever l'état de siège au pays de la feuille de coca, faire deux choses inacceptables : légaliser de facto la production de la drogue et condamner le pays du coca-cola à être enfermé dans l'enfer de la drogue.

## Faire l'Histoire

Certains qui prétendent faire l'Histoire peuvent promouvoir la guerre de la poudre colombienne contre les canons de l'Oncle Sam, mais cela relève d'un machiavélisme primaire. Il est tentant de participer à la mort du Serpent par l'action directe. Les administrations Reagan et Bush n'ont pas manqué de pointer du doigt certains éléments des

régimes et partis révolutionnaires en Amérique latine. Le procès des officiers supérieurs à Cuba est un signe qui tend à confirmer cette thèse, comme d'ailleurs tout ce qui entoure le général Noriega de Panama... et ses liens avec la CIA ! D'un bord et de l'autre, les apprentis-sorciers ne font que nuire.

Mais qu'a fait le président Bush ? Faute de vouloir ou de pouvoir répondre à la question de savoir pourquoi les Nord-Américains se droguent tant, il a tourné les canons contre la poudre. L'assassinat du candidat présidentiel Luis Carlos Galan lui en a fourni l'occasion. Mais en même temps, George Bush a condamné la Colombie à l'état de siège permanent et n'a pas contribué à faire disparaître l'état de manque chez lui. Mais surtout, le chef de la Maison blanche a condamné à une longue agonie, et peut-être à la mort, ce qui reste de la façade de l'État de droit en Colombie. On peut craindre qu'un général Coca – grand format ! – ne surgisse à Bogota et qu'on passe des décombres fumants d'un État de droit au building flambant neuf d'un État bandit. Comme à Panama ! Pour l'heure, c'est la guerre, et la guerre, il faut le rappeler, est l'art de poursuivre une politique par d'autres moyens.

## A modest proposal...

Nous serions donc condamnés à la guerre éternelle entre le Nord étatsunien et le Sud colombien. Non, répond l'*Economist* de Londres, cette ville qui a imposé la guerre de l'opium aux Chinois, au siècle dernier. Dans sa livraison du 2-8 septembre 1989, le sérieux hebdomadaire propose de légaliser la drogue. Il le fait dans un éditorial qui est appuyé par un article bien documenté de trois pages. Constatant que tout ce qui a été tenté a échoué et citant l'exemple de la prohibition de l'alcool aux États-Unis de 1920 à 1933, l'hebdomadaire affirme que, « as long as people spend money for a thrill, prohibition cannot work ». L'*Economist* demande de rappeler les lois d'interdiction et de légaliser le commerce de la drogue afin de le contrôler, de le taxer et de le décourager.

La « City » dit *décourager* comme le Cartel dit *promettre*. Les deux pensent profits. Le marché annuel de la cocaïne aux États-Unis est de l'ordre de 100 milliards de dollars pour un marché global des drogues de 300 milliards aux États-Unis. On voit donc que ce problème mondial est aux trois cinquièmes

américain. « Europe's turn is next », dit l'*Economist*. La cocaïne rapporte à elle seule, sur le seul marché américain, 95 milliards de profits nets annuellement. « Tax-free profits », dit l'*Economist*. Et on sent un douloureux trémolo dans la voix de la City.

Ce que l'*Economist*, et avec lui une partie de la City, ne dit pas est que la légalisation du trafic de la drogue équivaldrait à confondre les deux premiers quarts de l'économie colombienne, c'est-à-dire faire de la feuille de coca une denrée tropicale comme le café. C'est-à-dire que les cours de la cocaïne s'effondreraient dans un premier temps, mais que ce qui resterait de profit serait cueilli par la City et Wall Street. Comme pour le thé, le café, le sucre et le cacao et tout ce qui est stimulant et vient du Sud...

### *Demi-tasse, please !*

Comment se porte le premier quart colombien ? Mal, très mal. En juillet 1989, les parties en cause, c'est-à-dire le Nord consommateur et le Sud producteur, n'ont pas été en mesure de renouveler l'Accord international sur le café. Notamment parce que les États-

Unis voulaient changer les quotas d'importation afin de favoriser l'Amérique centrale en proie à des conflits régionaux. Les cours du café, réglés à Londres comme d'ailleurs l'ensemble des cours des denrées tropicales, ont chuté radicalement. En août 1989, les cours du café en termes réels avaient baissé de 30 % par rapport à ce qu'ils étaient en 1987, soit le niveau le plus bas en 40 ans. Ce qui veut dire qu'en 1987, 100 kilos de café robusta valaient 224,8 \$ et qu'en septembre 89, ils n'en valaient plus que 132,3. La place que tient la production du café dans la vie de la Colombie est importante, les exportations ont été de l'ordre de un milliard 675 millions de dollars en 1987. Or, la Colombie fournit 80 pour cent de la marijuana consommée aux États-Unis, ce qui rapportait déjà un milliard quatre cent millions de dollars en 1978 ! Quant à l'ensemble de la drogue pour la Colombie, on parle d'une cinquantaine de milliards. On voit la proportion entre le légal et l'illégal.

En conclusion, il existe trois fausses solutions qui ne fondront peut-être pas comme neige au soleil :

- comme les barons, tourner la poudre contre les canons ;
- comme George Bush, tourner les canons contre la poudre ;

— comme l'*Economist*, légaliser la poudre pour faire taire les canons, donner à la cocaïne la couleur du café et abrutir complètement l'homme du millénaire qui s'annonce.

Il est clair que, au Nord comme au Sud, le phénomène de la drogue est le parfait symbole de la violence permanente du monde où nous vivons. Faut-il, comme Francis Fukuyama, l'intellectuel du State Department, proclamer la fin de l'histoire (The end of History) et s'en laver les mains ? Bref, devant le blanc de la coke et le noir du café, dire bof ! Non, évidemment, Fukuyama apporte un semblant de réponse à nos interrogations. Ayant congédié l'Histoire, il note quand même qu'il y a deux dangers sur la route triomphante de l'Occident libéral devenu société universelle : la religion et le nationalisme. Ce sont deux raisons d'espérer. Mais il faudrait alors faire bien des choses : rendre la religion plus chrétienne, rendre les nations faibles plus humaines et plus combatives, rendre les nations fortes plus humaines et moins combatives, que les banques d'Occident cessent de blanchir l'argent de la drogue, que les Américains se demandent pourquoi... Vaste programme pour le troisième millénaire ! Vaste programme ! ■



Canapresse

Une saisie de poudre blanche aux États-Unis.  
L'Amérique peut-elle envisager de répondre à la question : pourquoi tant d'Américains se droguent-ils ?

# en bref

« Qui veut le saisir se brûlera les doigts. Qui veut le piéger se retrouve encerclé. » Rebelle errant, il a vécu partout : dans la France coloniale, en Belgique, en Allemagne, en Yougoslavie, en URSS, au Vietnam. Il ne détestait pas choquer : il proclamait pour Staline une admiration qui n'était pas sans ambiguïté. **Kateb Yacine l'algérien**, le « barbare », autrement dit le « berbère », avait pris à une tradition vivante depuis deux mille ans l'habitude de la résistance et le courage de ses convictions. Là réside son legs le plus précieux. Ce « monstre sacré » de la littérature africaine d'expression française est mort à soixante ans en octobre 1989. (*Jeune Afrique*, no 1506)

Le 6 décembre dernier, le **Centre Saint-Pierre** a ouvert ses portes toutes grandes pour célébrer ses quinze ans d'existence avec ses amis, ses alliés, ses partenaires, ses « clients ». Oui, voilà déjà quinze ans que dure l'alliance du Centre avec les milieux populaires. Fondé par les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée, le Centre s'était donné pour vocation de répondre aux besoins des gens vivant en milieu urbain, particulièrement dans les zones défavorisées. Aujourd'hui, les secteurs d'intervention et de formation sont multiples : famille, communications, groupes populaires, cellules d'Eglise. On y offre également des services d'accompagnement, tout comme on y produit des outils d'animation et de formation. Le « 1212 Panet » est également un carrefour de rencontres pour une multitude de gens d'action. On ne peut que féliciter tous ceux et celles qui ont participé et qui participent encore au rayonnement du Centre Saint-Pierre. Bravo et longue vie !

Pour suivre de plus près les **événements récents en Haïti et en Afrique australe**, on consultera avec intérêt les bulletins *Haïti Insight*, publié par la Coalition nationale pour les réfugiés haïtiens (16 East, 42nd Street, 3rd Floor, New York NY 10017), et *Quoi de neuf !*, publié par le réseau d'Afrique australe (CIDMAA, 1265, rue Berri, bureau 290, Montréal, H2L 4X4). Une manière efficace et intéressante de faire preuve de solidarité. À souligner également que la Commission des droits de la personne du Québec publie, depuis novembre dernier, *Communications*, un bulletin mensuel d'information où se retrouvent histoires de cas, statistiques, jugements rendus, résumés des avis, etc. Une autre initiative heureuse. Pour recevoir copie du bulletin, il suffit d'en faire la demande à la Direction des communications de la Commission, 360, rue Saint-Jacques, 9ième étage, Montréal, H2Y 1P5. Té. :

« Cela vaut la peine de voir sa vie s'en aller en petits morceaux, usés par amour pour les pauvres. » Ces paroles sont de **Petite soeur Magdeleine**, fondatrice des Petites soeurs de Jésus qui, 50 ans après leur fondation, sont maintenant plus de 1500 dans le monde. Disciple du Père de Foucauld, elle vient de s'éteindre « pour entrer dans la lumière ». « Pauvres avec les pauvres, arabes avec les Arabes, ouvrières avec les ouvrières, gitanes avec les Gitanes », ces options fondamentales que Petite soeur Magdeleine a voulu insuffler à sa communauté ont souvent suscité des résistances de tout ordre. Mais avec une énergie et une douceur extraordinaires, elle est restée fidèle, tournée spécifiquement vers la terre d'Islam, combattant sans fin l'exclusion réciproque, la méconnaissance et l'irrespect. (voir *France catholique*, no 2232)

Une analyse statistique récente publiée par le Bureau international du travail révèle que, si les tendances actuelles se maintiennent, **plus d'un milliard de femmes**, soit un tiers de la population féminine mondiale, se trouveront dans le groupe économiquement actif à l'aube du siècle prochain. Selon la même étude, les transferts de l'emploi féminin de l'agriculture à l'industrie et aux services se poursuivront partout. L'étude offre également des points de comparaison entre la situation des femmes du tiers monde et celle des pays les plus industrialisés. On y constate, sans surprise mais avec tristesse, que l'écart se creuse encore davantage entre les régions du monde. (*Information OIT*, vol. 25, no 4)

« **L'éducation populaire, ça change le monde !** » Voilà un titre prometteur pour le colloque national organisé par l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) les 19, 20 et 21 janvier 1990 à l'Université du Québec à Montréal. Le premier but de ce colloque est de mettre en évidence la contribution spécifique de l'éducation populaire comme facteur important du développement des individus et de promotion des communautés. Alors, si vous êtes membre d'un groupe populaire, si vous oeuvrez au sein d'une organisation syndicale ou populaire, si vous travaillez au service d'éducation populaire d'une commission scolaire ou d'un service à la collectivité d'un CEGEP ou d'une université, ou encore si vous faites partie d'une équipe d'organisation communautaire d'un CLSC : ce colloque est pour vous. Pour plus d'information : Bernard Vallée, ICEA, 506 est, rue Sainte-Catherine, bureau 800, Montréal, H2L 2C7 - tél. : (514) 842-2766.

# L'ÉGLISE POLONAISE

par François Brousseau et Martin Blais



Les Polonais demeurent fiers de leur Église : ayant contribué à la chute du communisme, elle ne paraît pas en hiatus avec la modernité ni avec le sens de l'Histoire.

durant cette extraordinaire année 1989, l'Europe de l'Est a vu des régimes communistes vieux de 45 ans, réputés inamovibles, se désintégrer sous l'effet combiné de la politique extérieure de l'URSS et de mouvements sociaux comme celui d'Allemagne de l'Est (fin octobre), ou de Tchécoslovaquie (fin novembre).

Lorsqu'on cherche les origines de cet incroyable raz de marée dans l'histoire de l'après-guerre, on retourne inévitablement au cas polonais. La Pologne apparaît rétrospectivement comme l'avant-garde de la résistance au communisme soviétique. Sans être le seul précurseur – il y a bien eu la révolution hongroise de 1956 et le Printemps de Prague en 1968 – ce pays est resté en effet, dans cette région du monde, le principal théâtre d'une lutte constante entre pouvoir et société, de façon presque continue depuis les années 50.

Les points culminants du « Printemps en octobre » de 1956, du soulèvement ouvrier de 1970 et de l'épopée de Solidarité (première manière) en 1980-81 sont des repères essentiels de ce long conflit, mais qui ne doivent pas en faire oublier le caractère continu.

Parler de résistance de la société civile polonaise au modèle soviétique ne peut évidemment se faire sans parler de l'Église.

Il ne s'agit nullement ici de récrire, pour une nième fois, un historique du combat de l'Église polonaise, maintes fois évoqué, y compris dans ces pages. Mais plutôt, de s'interroger sur la présence de l'Église dans la société polonaise contemporaine, à l'heure où le long combat contre des structures totalitaires imposées de l'étranger semble enfin se dénouer.

Quel a été le rôle de l'Église polonaise dans l'évolution toute récente du pays ? Comment une institution qui avait appris « la résistance dans la cohabitation » avec un pouvoir envahissant se comportera-t-elle dans un contexte où le pluralisme semble enfin l'emporter ? Ne serait-elle pas, paradoxalement, menacée par la disparition de son « ennemi favori » ? Par ailleurs, quelles caractéristiques a le catholicisme polonais dans la vie réelle des premiers intéressés, au-delà des formules sur « le pays le plus catholique du monde » ? Quelle comparaison peut-on établir avec le Québec, où l'appartenance à l'Église fut aussi, longtemps, un facteur de l'identité nationale ?

Le journaliste François Brousseau, spécialiste des pays de l'Est et auteur d'une thèse sur le mouvement Solidarité, en discute avec Martin Blais, universitaire québécois qui prépare un doctorat à l'Université de Paris-IV sur l'Église

polonaise. M. Blais est rentré en octobre d'un séjour de huit mois au pays de Solidarité.

F.B. : *M. Blais, durant votre récent séjour en Pologne, vous avez pu vivre, huit mois durant, une période véritablement historique, depuis la Table ronde pouvoir-opposition, au début de l'année, jusqu'à la chute des communistes et la nomination d'un catholique comme Premier ministre d'un pays de l'Est, à la fin de l'été...*

M.B. : Bien sûr, on se sent très privilégié quand on est, comme cela, témoin direct de l'Histoire. C'était comme une révolution tranquille. La politique qui évolue à une vitesse folle, mais sur fond d'économie stagnante. C'était comme une histoire à double vitesse, car la vie quotidienne, elle, ne changeait pas. Je retiens les épisodes forts, l'élection du 4 juin, la nomination du président, la formation du cabinet, puis le forcing de Walesa durant l'été pour imposer la solution Solidarité, qui fut le paroxysme. Pour un chercheur en sciences sociales, c'était absolument fascinant.

F.B. : *L'Église a-t-elle joué un rôle important durant cette période ? Les comptes rendus de presse, à l'Ouest, ont laissé une impression de grande discrétion...*

M.B. : Le cardinal Jozef Glemp et ses émissaires ont joué un rôle d'intermédiaires, par leur capacité d'apaiser le jeu. L'Église, tout en étant effacée, a été très présente durant cette période. Solidarité multipliait les rencontres avec l'épiscopat. Mais il n'en est jamais ressorti beaucoup, publiquement. Les observateurs ont tous dit que l'Église avait joué un rôle considérable durant la Table ronde. Cette dernière aurait abouti au sommet : Kiszczak (NDLR : considéré alors comme second de Jaruzelski), Walesa, Glemp, et c'est là que tout se serait joué. Pendant la campagne électorale, on a dit beaucoup de choses sur l'Église, mais il semble qu'elle ait été plutôt neutre.

F.B. : *Était-on préparé à de tels bouleversements ?*

M.B. : Non. La situation a évolué tellement vite que personne n'a vraiment les moyens intellectuels pour appréhender ce vers quoi le pays tend désormais. C'est très inquiétant. Tout le monde y va à tâtons, dans un contexte économique singulièrement difficile. On n'était pas préparé à affronter le changement, on le croyait impossible.

F.B. : *Et dans les milieux intellectuels, dans la presse catholique ?*

M.B. : Le passage au post-communisme n'a jamais été imaginé, même après 1981. Ils n'avaient pas de réflexion économique ou politique vraiment poussée. En lisant la presse catholique – et j'en ai lu beaucoup depuis huit mois – on voit qu'il y avait bien peu de choses là-dessus. On y lit des rappels incessants sur le thème des droits de l'homme, de la moralisation d'une société inhumaine, de la dignité de l'être humain et du travail, une tendance assez effarante à l'exégèse des écrits de Jean-Paul II, cela oui. Mais une réflexion plus poussée sur les moyens concrets d'affronter la crise actuelle, non.

### *Une « vitrine »*

F.B. : *On évoque souvent, à l'Ouest, cette idée d'une Pologne farouchement catholique, à la limite de l'intégrisme. Les dépêches de journaux elles-mêmes reprennent parfois ce cliché. Quand on y regarde de plus près, on*

*voit que ce n'est pas si simple que ça, et que la Pologne n'a certainement rien d'un pays rempli d'ayatollahs catholiques... À l'inverse, l'autre interprétation, c'est que les Polonais seraient catholiques pour des raisons strictement « politiques », tout simplement parce que l'Église a représenté pour eux, depuis 45 ans, une espèce de rempart contre le totalitarisme. Où est la vérité ?*

M.B. : Je ne crois pas que les Polonais pris individuellement, quand ils vont à la messe, participent à des cérémonies, aient en tête : « Pour le destin de la nation, il faut que je participe à cela. L'Église est la seule force antitotalitaire », etc. Non, je ne crois pas que tous ces gestes-là reposent sur une vision si consciencieuse... Par contre, il est juste de prétendre que lorsque les Polonais parlent du catholicisme, il est invariablement associé à la nation. Plus que de rempart contre le totalitarisme – vision classique dans de nombreuses études sur la Pologne – je parlerais de « vitrine » de la société polonaise, de symbole national positif.

Les Polonais sont dans une situation où ils ont particulièrement besoin de symboles nationaux. Parce qu'ils sont dans un contexte où leur situation les ramène constamment au collectif. Quand tu fais la queue deux, cinq, dix fois par jour, quand tu n'as pas d'appartement, tu as l'impression que tout est contre toi et que c'est la faute au système, à la réalité collective. Ce système vient de l'extérieur, d'une conquête. Compte tenu de ce poids du système, les Polonais sont poussés vers une réflexion en termes nationaux. Ce sont les symboles nationaux qui contrecarrent l'influence idéologique des tenants du système. Quand on a de plus, à la porte, le spectacle de l'opulence occidentale, on a besoin de « rationalisations » qui donnent un sens à ce destin national de prime abord si misérable, d'autant que ce destin collectif, je le répète, a une incidence directe sur la vie de tout individu ordinaire. Ils ont besoin de quelque chose qui les revalorise.

F.B. : *Et ce quelque chose, c'est l'Église, véritable « success-story » Polonaise...*

M.B. : C'est cela. Il faut voir la qualité des églises qu'on bâtit partout. Des constructions solides, bien faites, qui tranchent avec le paysage, avec la médiocrité ambiante. Au Québec aussi, on avait des églises énormes. On avait la toponymie, avec tous ces Saints... Jusqu'à récemment, c'était le monde anglophone qui pesait ici de tout son poids dans la vie publique. Alors, on opposait quelque chose qui nous renvoyait à notre propre réalité. La grosseur des églises revenait à dire : on ne maîtrise peut-être pas l'économie, on ne maîtrise peut-être pas la politique, mais au moins, on a un espace à nous, une vie communautaire à nous. En Pologne, c'est semblable. La nation existe, en marge du pouvoir, de l'État, du parti. Pour eux, le socialisme est orwellien, l'État contrôle tout. Alors, construire des églises énormes, c'est une façon d'affirmer une résistance, d'affirmer envers et contre tout l'existence d'une nation.

Il faut aller dans les églises polonaises... Les symboles nationaux sont omniprésents. On y voit souvent la Vierge Noire, symbole national, dans le vestibule. La propagande religieuse est articulée en termes d'identité nationale. L'utilisation des symboles, une obsession du national, une obsession dont on n'a pas idée... Le nombre de livres sur le 50<sup>e</sup> anniversaire de la guerre, sur le massacre de Katyn, sur le Pacte germano-soviétique, est incroyable. En pleine révolution post-communiste, les journaux parlent plus d'histoire que d'actualité politique ou économique.

F.B. : *L'opposition, les intellectuels, ont beaucoup insisté sur le caractère pluraliste de la société polonaise.*

*Comment ce pluralisme se concilie-t-il avec le « bloc catholique » auquel on identifie souvent la Pologne ?*

M.B. : En France, aux USA, ici, on peut parler de pluralisme culturel et religieux. En Pologne, on peut parler de pluralisme culturel, car la vie quotidienne n'est pas celle d'une société traditionnelle. Mais on ne peut pas parler de pluralisme religieux. À l'Ouest, on a généralement l'habitude de penser qu'une des caractéristiques de la société moderne est le pluralisme à la fois religieux et culturel. Mais en fait, 95 % de la population polonaise – avec un taux de pratique oscillant entre 60 % et 90 % selon les endroits – est catholique et cette situation d'homogénéité religieuse (du reste assez récente historiquement) embarrasse un peu les intellectuels là-bas, parce que cela ne correspond pas aux tendances occidentales à partir desquelles ils réfléchissent.

### *Religion « à la carte »*

F.B. : *Comment les Polonais font-ils pour concilier le fait qu'ils sont catholiques, qu'ils adorent le pape, et le fait qu'ils ne suivent pas ses enseignements dans la vie quotidienne ? Pensons à la tricherie économique quasi obligatoire pour survivre dans le quotidien... Aux moeurs sexuelles comparables à celles de l'Occident... Aux taux très élevés d'avortement et de divorce. Les sondages eux-mêmes sont très intéressants : sur des tas de questions, qu'elles soient dogmatiques ou de morale personnelle, les croyances et opinions se répartissent comme celles qu'on constate à l'Ouest. On fait comme si le pape n'avait rien dit. Comment se défendent-ils ?*

M.B. : Les Occidentaux qui visitent la Pologne sont frappés, dans la rue, dans les magazines, dans les boutiques, par la répétition des images à caractère sexuel alors qu'il s'attendaient à y découvrir une double austérité des moeurs : celle que l'on associe au rigorisme socialiste et celle du catholicisme. À l'Occidental qui les interrogera, ils répondront d'une part qu'en matière de moeurs l'Ouest est de toutes manières infiniment plus décadent que la Pologne et, d'autre part, que les Polonais sont eux aussi des humains et que dans les conditions très difficiles où ils ont vécu, il est presque miraculeux qu'ils n'aient pas renié leur foi et qu'ils l'aient exaltée. Dans leur esprit, ces conditions appellent non seulement l'indulgence mais aussi l'admiration.

On s'imagine, en arrivant en Pologne, rencontrer des gens se comportant selon une « weltanschauung » catholique. Des gens qui investiraient le religieux et y conformeraient leur vie entière, d'une façon à peu près pure, un peu comme les Témoins de Jéhovah. Ce n'est pas cela du tout. Une petite fraction se comporte ainsi, comme ici. Mais chez les gens chez qui j'étais invité, je n'ai jamais eu de discussion sur la foi, de discussion à caractère moral. C'est un monde où il y a la messe, les rites. Mais par ailleurs, la vie quotidienne se fait sur un mode qui n'est pas pénétré, pétri de religiosité.

F.B. : *C'est une religion « à la carte »...*

M.B. : Oui, les gens pratiquent une sorte de sélectivité au niveau du dogme, au niveau moral. Les Polonais catholiques croient-ils vraiment à l'enfer, au démon ? Ce n'est pas évident... Tout cela montre que dans l'autorité de l'Église, les gens en prennent et en laissent quand même beaucoup.



« Le cardinal Josef Glemp et ses émissaires ont joué un rôle d'intermédiaires, par leur capacité d'apaiser le jeu. »

Canapresse

F.B. : *Comment l'évolution des derniers mois peut-elle affecter la position et l'influence de l'Église ? N'a-t-elle pas à perdre dans une pluralisation de la vie socio-politique en Pologne ? Les communistes et la hiérarchie religieuse n'ont-ils pas été jusqu'à un certain point, durant quatre décennies, des « frères ennemis » ? L'Église comme rempart (ou « vitrine ») de la société civile avait comme contrepartie nécessaire un pouvoir agressif, à tendance totalitaire. Si ce pouvoir-là n'existe plus, on a l'impression que l'Église peut avoir quelque chose à perdre... Je pense à l'épisode de cet été sur le Carmel d'Auschwitz. N'est-il pas la manifestation d'une certaine crispation de l'Église devant l'éventualité d'un déclin relatif, dans le contexte d'une pluralisation de la société ?*

M.B. : Pour l'affaire du Carmel, j'ai l'impression que c'est une bavure et une réaction épidermique, viscérale, typiquement polonaise. Du genre : « Les gens de l'extérieur ne viendront pas chez nous nous dicter quoi faire ». Pour moi c'est ça... Cela révèle un manque de sensibilité assez scandaleux de la part de Glemp et de son entourage devant le symbole que représente Auschwitz. L'impact médiatique, énorme à l'étranger, a été assez minime en Pologne. Glemp et son entourage semblent ignorer que le regard occidental sur la Pologne est teinté par la question juive.

F.B. : *Mais n'y a-t-il pas, dans la hiérarchie, une inquiétude devant une nouvelle situation socio-politique plus pluraliste, où elle aurait à perdre ? L'émergence d'un pôle laïque fort – ou de plusieurs pôles, puisque Solidarité est appelé à se fractionner – non communiste, sur la scène politique polonaise, doit bien les inquiéter un peu...*

M.B. : Le thème du pluralisme est abordé régulièrement dans la presse catholique et l'Église ne sait pas trop comment aborder l'avenir. Par exemple, si la démocratie devient un fait durable, il est dès lors possible d'envisager que le pluralisme culturel qui existe déjà va rapidement saper l'influence de l'Église. Ces inquiétudes existent. L'Église a un peu peur. On en voit des échos dans certains journaux. La question de la pastorale dans un contexte de modernité commence à être évoquée dans la presse catholique, comme ici dans les années 60. On se demande comment aller chercher les gens, quand, au niveau culturel, au niveau des mœurs, on sent qu'on n'est plus dans le coup...

F.B. : *Alors, le rapide déclin qu'on a connu ici, à la sortie du duplessisme, pourrait-il se répéter là-bas, à l'aube de l'après-communisme ?*

M.B. : Je ne suis pas prêt à dire que l'Église va s'effondrer. Tout dépend, d'après moi, de deux choses... D'une part, est-ce que le besoin de symboles nationaux va demeurer ou baisser ? Si la situation économique s'améliore, ce besoin pourrait baisser. Mais l'économie ne semble pas en voie de

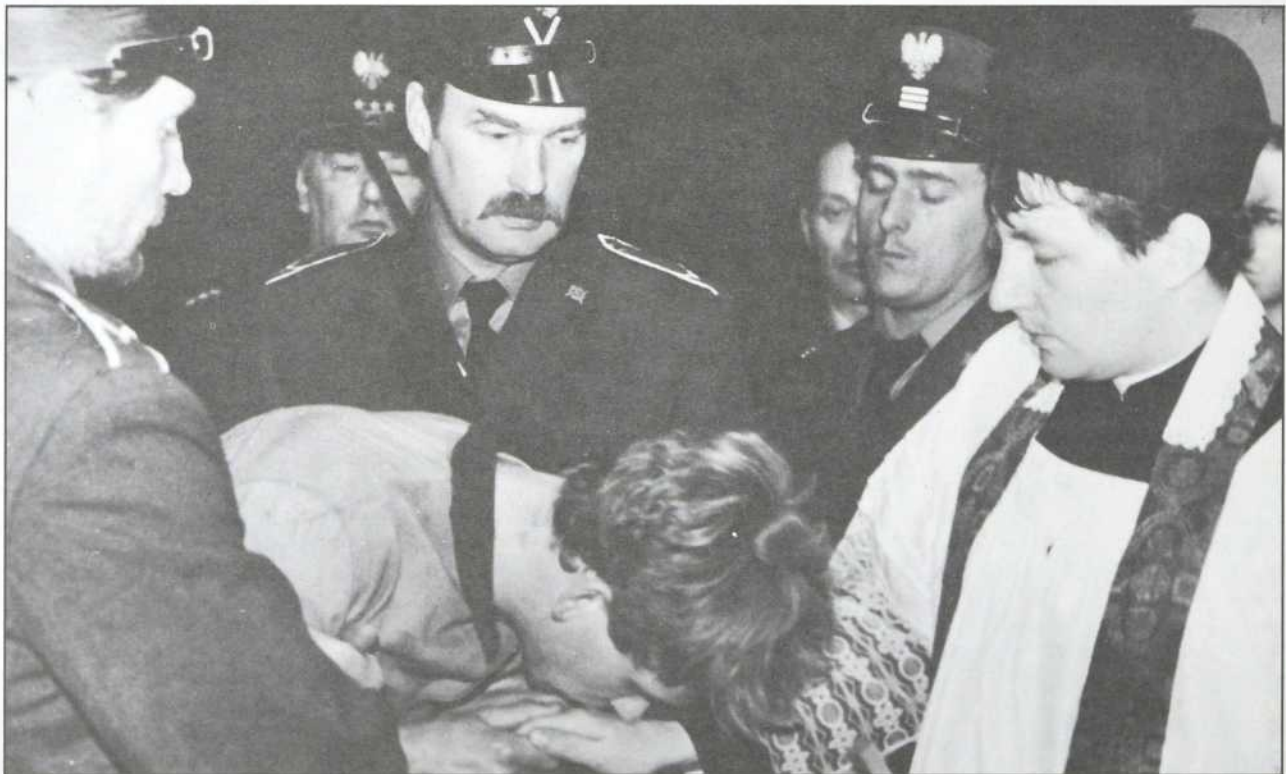
remonter rapidement. Et ensuite, qui d'autre pourrait faire concurrence sur l'offre de symboles nationalistes ? D'autres institutions se placeront-elles sur ce terrain ? Ce n'est pas sûr... Et pour l'instant, l'Église a une grosse carte. C'est Jean-Paul II lui-même...

F.B. : *C'est un monstre sacré en Pologne. Un véritable intouchable.*

M.B. : Absolument. Jean-Paul II est le Polonais le plus célèbre du monde, la vitrine de la Pologne. Le pape, c'est le symbole vivant de l'influence de la Pologne dans le monde.

F.B. : *Alors, l'expérience québécoise et l'expérience polonaise sur la voie de la sécularisation sont différentes ?*

M.B. : Ici, dans les années 60, quand l'Église a radicalement perdu de son influence traditionnelle, c'est parce que les Québécois avaient vécu un rapport de honte avec l'institution. L'Église était soudain devenue *québécoise*, anachronique, antimoderne. De leur côté, les Polonais sont très fiers d'avoir été à l'avant-scène de la chute du communisme. Et l'Église a joué un rôle majeur dans cette chute. Donc l'Église, pour cette raison, ne paraît pas en hiatus avec la modernité, avec le sens de l'Histoire. L'Église paraît en adéquation avec le sens de l'Histoire. Ils n'ont pas honte de leur Église. Ils ont l'impression d'avoir fait l'Histoire et l'Église a été avec eux. L'érosion de l'influence de l'Église polonaise est possible, mais l'effondrement rapide, je ne crois pas. Sécularisation et modernité vont peut-être nécessairement ensemble, à terme, mais le cas polonais nous montre que les chemins y menant ne sont pas tracés d'avance, et ne sont certainement pas aussi linéaires qu'on le pensait. ■



Extrait du film *Tu ne tueras point* de Krzysztof Kieslowski

Les communistes et la hiérarchie religieuse : des « frères ennemis » pendant quatre décennies.

# DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE À LA RÉVOLUTION NON VIOLENTE

par Jean-Guy Vaillancourt

Département de sociologie, Université de Montréal

deux ouvrages récents, rédigés par deux intellectuels qui sont aussi des militants engagés dans les luttes sociales et politiques les plus marquantes de notre époque, méritent d'être signalés à l'attention de ceux qui s'intéressent à l'actualité historique québécoise et particulièrement aux questions de paix et de résolution non violente des conflits<sup>1</sup>.

*Louis O'Neill*

Louis O'Neill coordonne le Groupe de recherche sur la paix à l'Université Laval, où il enseigne l'éthique sociale. Théologien éminent, c'est un homme qui a joué un rôle politique important au Québec. Durant les années cinquante et au début des années soixante, il a publié avec l'abbé Gérard Dion des textes-choc sur la corruption du régime de Duplessis, qui ont contribué à mettre fin à l'hégémonie de l'Union nationale et à amorcer la Révolution tranquille, dont il a ensuite été l'un des artisans<sup>2</sup>.

En effet, en tant que membre éclairé du clergé il a aidé à faire accepter par les chrétiens d'ici, et cela dès le milieu des années cinquante, une option progressiste sur les questions sociales et nationales. Indépendantiste de la première heure, il fut aussi député péquiste de 1976 à 1981, et ministre des Communications de 1976 à 1979, c'est-à-dire jusqu'au moment où il a été amené à prendre un peu de distance vis-à-vis de René Lévesque et du gouvernement péquiste, à mesure que ceux-ci commençaient à s'embourber dans l'étapisme référendaire et le *beau risque* du fédéralisme circonstanciel.

Revenu par la suite à son enseignement d'éthique sociale à la Faculté de théologie de l'Université Laval, il a été l'un des premiers personnages connus à Québec, avec l'écologiste regretté Michel Jurdant, à s'impliquer activement dans le nouveau mouvement pour le désarmement et la paix.

C'est donc dire que lorsqu'il traite de l'évolution du Québec contemporain, il sait de quoi il parle, car il a vécu ces changements de l'intérieur des mouvements qui les ont effectués. Il est éminemment bien placé pour parler du lien entre la lutte nationale des Québécois et les nouveaux combats qu'il faut maintenant livrer et qui viennent s'ajouter plutôt que se substituer à celle-ci.

*Jean-François Beaudet*

Jean-François Beaudet est sans doute moins nationaliste que Louis O'Neill, et il est aussi moins bien connu du grand public québécois. Mais à Montréal, dans les milieux des militants progressistes, tout le monde reconnaît et respecte ses prises de positions osées et ses engagements courageux. En effet, depuis dix ans environ, ce jeune théologien laïque mène une action remarquable à l'intérieur de quelques-uns des nouveaux mouvements sociaux québécois les plus dynamiques (écologisme, pacifisme, tiers-mondisme).

Il est membre de la Communauté de base La Pierre vivante, et un des fondateurs et animateurs du Centre de ressources sur la non-violence. Il est un des piliers de l'appui à la lutte des Innus du Nitassinan, qui s'opposent aux vols à basse altitude des avions de l'OTAN au-dessus de leur territoire. Beaudet a étudié la théologie à l'Université de Montréal (baccalauréat) et à McGill (maîtrise), et il est présentement en train de faire un doctorat en théologie à l'Université de Montréal, tout en continuant de participer pleinement à plusieurs combats non violents pour la justice, la paix et l'environnement. Il a commencé là où O'Neill a débuté, c'est-à-dire la théologie, et paradoxalement là aussi où O'Neill a abouti, c'est-à-dire les mouvements pour la paix, l'écologie et la solidarité internationale.

Malgré des origines, des cheminements et des langages très différents chez ces deux auteurs, il y a quand même une convergence remarquable de leurs deux ouvrages sur la nécessité de s'opposer à la militarisation globale et à la destruction de l'environnement, et d'appuyer la non-violence active des opprimés et les luttes de libération nationale. Ces deux livres, chacun à leur façon, apportent des contributions intéressantes à l'éthique sociale et aussi à la théorie des nouveaux mouvements sociaux progressistes, non seulement parce qu'ils en parlent abondamment, avec justesse et en connaissance de cause, mais aussi parce qu'ils perçoivent et préconisent une convergence entre eux.

1. Louis O'Neill, *Le prochain rendez-vous. Essai sur l'avenir du Québec*, Sainte-Foy, les Éditions La Liberté Inc., 1988 et Jean-François Beaudet, *Pour une théologie de la non-violence*, Montréal, Éditions Fides, 1989.

2. Voir particulièrement l'article « L'immoralité politique dans la province de Québec », publié en 1956 dans *Ad Usum Sacerdotum* (Perspectives sociales) et reproduit en appendice dans leur livre *Le Chrétien et les élections*, Montréal, Éditions de l'homme, 1960. Voir aussi Gérard Dion et Louis O'Neill, *Le chrétien en démocratie*, Montréal, Éditions de l'homme, 1961.



Les Ordres, de M. Brault (Photothèque Séquences)

Crise d'octobre 70. La Révolution tranquille n'a pas été que tranquille...

### « Le prochain rendez-vous »

Le livre de Louis O'Neill est construit de façon très simple, en deux grands volets, l'un historique, l'autre portant sur l'actualité. Dans la première partie, qui porte sur notre histoire entre 1970 et 1985, il est surtout question de la lutte nationale. O'Neill y fait un bilan judicieux et qui va directement à l'essentiel, de la montée fulgurante, puis de la dégringolade non moins fracassante de l'option péquiste et du nationalisme québécois en général :

« ... les premières années de gouvernement du PQ ont marqué un temps fort pour le dynamisme culturel, le progrès social et la fierté collective, sans oublier de nombreuses initiatives originales au plan économique. Le PQ a insufflé un élan nouveau au processus amorcé par la Révolution tranquille. Il a élargi l'espace pour le renouvellement, l'imagination et la créativité. Des agents de changement, jusque-là tenus à l'écart du pouvoir, ont eu l'occasion d'incarner dans la réalité des projets longuement mûris, reflets d'une vision nouvelle de la société québécoise... Mais le bilan de l'ère péquiste présente une autre facette, moins réjouissante celle-là. Celle d'un parti qui, mis en tutelle par son aile parlementaire, a laissé se gaspiller une extraordinaire occasion de faire franchir à la collectivité québécoise un énorme pas en avant dans la voie de l'autonomie et de la prise en charge de son destin<sup>3</sup>. »

Dans cette première partie du livre, René Lévesque apparaît comme un chef charismatique éminent et talentueux, mais aussi comme un leader modéré et conciliateur, voire même parfois comme un être un peu confus et colérique, incapable de trancher et de se décider vraiment. Pierre-Élliott Trudeau, par ailleurs, est présenté tout au long de cette première partie du livre comme un personnage cynique et impudent, un Prince machiavélique habile à frustrer les intérêts et les espoirs d'un Québec qu'il méprise, par des coups en bas de la ceinture et des manoeuvres malhonnêtes.

La seconde partie du livre de Louis O'Neill est intitulée « Les dossiers de l'heure ». O'Neill y traite tour à tour de la question culturelle et linguistique, c'est-à-dire du droit de vivre et de travailler en français au Québec ; de l'intégration des immigrants au peuple francophone québécois ; des politiques sociales, des droits des travailleurs et de la social-démocratie ; de la gestion du patrimoine et de l'environnement ; de la solidarité et de la coopération internationales ; de la militarisation du territoire, du désarmement et de la paix ; et enfin de l'assise spirituelle offerte par la pensée sociale chrétienne, telle par exemple que celle-ci se manifeste dans certaines prises de position courageuses et prophétiques des évêques québécois.

Dans sa conclusion, il écrit que le projet d'indépendance nationale n'est pas une affaire classée, mais seulement remise à un peu plus tard. Selon O'Neill, la question ressurgira inévitablement, peut-être plus vite qu'on ne le pense. Mais entre temps, d'autres dossiers, surtout ceux de l'environnement et de la paix, réclament notre attention immédiate. Selon lui, l'histoire du Québec ne se terminera pas avec l'acceptation ou avec le rejet de l'accord du Lac Meech. En attendant un prochain rendez-vous avec leur destin historique, les Québécois ne doivent toutefois pas attendre passivement, car ils ont beaucoup à faire dans plusieurs domaines, s'ils veulent que la vie dans leur pays indépendant à venir vaille vraiment la peine d'être vécue.

### « Pour une théologie de la non-violence »

O'Neill ne consacre vraiment qu'un seul chapitre aux questions de paix et de non-violence, alors que Beaudet en fait l'objet de presque tout son livre. Mais Beaudet, dans son opuscule de cent pages qui fut d'abord une thèse de maîtrise présentée à la Faculté des sciences religieuses de McGill, revient souvent sur les questions de la destruction de l'environnement et de la lutte de libération nationale. Dans ce sens, ces deux livres se retouchent et se rejoignent, bien que celui de Jean-François Beaudet soit à proprement parler un ouvrage de théologie politique et sociale bien plus qu'un essai d'éthique socio-politique comme celui de Louis O'Neill.

Beaudet part de la constatation que nous vivons dans un monde menacé par la course aux armements nucléaires, les catastrophes écologiques et la famine. Devant tant de souffrances humaines, comment un Dieu-Amour pourrait-ils rester impassible ? Selon Beaudet, Dieu souffre pour et avec l'humanité souffrante et il nous manifeste son dessein de libération dans la révélation et dans l'action de son Fils, mort crucifié pour nous apporter la libération. La souffrance révolutionnaire et non violente de Jésus et l'amour compatissant et profond de son Père, doivent donc être des sources d'inspiration pour ceux qui luttent non violemment contre les présentes menaces d'extermination.

L'ouvrage de Beaudet traite donc des fondements théologiques de la non-violence. Jésus de Nazareth y est présenté comme un révolutionnaire non violent dont les souffrances

3. O'Neill, *op. cit.*, p. 70 et 72.

4. À la page 30 dans ce chapitre, une erreur malencontreuse de l'auteur attribue l'encyclique de 1937 *Mit brennender Sorge*, contre le néopaganisme du régime nazi, à Pie XII, qui ne fut élu pape que l'année suivante, plutôt qu'à son prédécesseur Pie

et la mort révèlent la « com-passion » et la révolte de Dieu face à la souffrance humaine causée par la méchanceté des hommes et les structures oppressives. En somme, le Dieu des chrétiens apparaît non seulement comme un Dieu-Amour-infini, mais aussi comme un Dieu-Amour-souffrant avec et pour les humains.

L'ouvrage s'ouvre sur la présentation de ce que l'historien pacifiste anglais E.P. Thompson a appelé l'exterminisme, stade suprême du développement industriel actuel. Trois domaines sont abordés dans lesquels s'exprime cet exterminisme : la guerre nucléaire, le néo-colonialisme, et les catastrophes écologiques ; en trois mots : Hiroshima, le Sahel, et Bhopal. Beaudet insiste beaucoup sur la collaboration silencieuse des chrétiens avec le mal, collaboration qui a permis par exemple aux Nazis de perpétrer l'Holocauste<sup>4</sup>.

Selon Beaudet, ce collaborationnisme tire son origine lointaine des injonctions cléricales à l'obéissance aveugle aux soi-disant « autorités légitimes », et du devoir qu'on a inculqué aux chrétiens de participer aux supposées « guerres justes » depuis le début de l'ère constantinienne. Il est beaucoup question d'Auschwitz tout au long de ce premier chapitre, dont le titre est « Exterminisme et compassion divine », mais l'auteur le termine en revenant sur les questions de la violence contre les peuples du Sud, de la destruction de l'environnement et de la guerre nucléaire.

## Théologie de la compassion de Dieu

Le deuxième chapitre s'intitule « Compassion divine et révolte de la croix ». Beaudet y décrit l'évolution historique de la pensée théopathique, c'est-à-dire la théologie de la souffrance divine. Il insiste particulièrement sur la contribution du grand théologien politique allemand, Jurgen Moltmann, dont l'ouvrage *Le Dieu crucifié* a eu une grande influence sur le développement de la théologie de la souffrance de Dieu. Il y est aussi question de l'apport de Monika Hellwig, de Mahatma Gandhi, de Martin Luther King, ainsi que de celui de Jim Douglass et de Gene Sharp, qui ont, chacun à leur façon, fait progresser la cause de la résistance et de la révolution non violentes radicales pour la justice et pour la paix.

Le troisième et dernier chapitre, qui est plus bref que les deux autres, et qui porte le titre « Révolte de la croix et résistance à l'exterminisme », sert de conclusion à l'ouvrage. Beaudet s'interroge sur ce que peuvent bien changer l'amour des ennemis et sa pratique radicale inspirée par la foi de Jésus en la compassion divine, « face à la possibilité de l'holocauste nucléaire, face à l'écrasement des peuples du Sud par la misère et face à la destruction progressive de l'environnement de la planète<sup>5</sup> ? »

La théologie de la compassion de Dieu aboutit alors à une pratique de solidarité avec les victimes de l'oppression et de



Les années de rêves, de J.-C. Labrecque (Photothèque Séquences)

Le rêve d'une société égalitaire, ouverte, différente...

l'exploitation, et avec toute la création elle-même. Bien plus, elle débouche sur des considérations très concrètes sur l'efficacité pratique de la non-violence. Les deux derniers paragraphes du livre de Beaudet résument bien le message que ce théologien-militant essaie de nous livrer.

« La menace nucléaire, malgré l'apaisement récent des tensions entre l'Est et l'Ouest, est toujours bien présente : des milliers de missiles dans leurs silos n'attendent que d'être lancés. Les catastrophes écologiques se multiplient. Et le nombre de victimes immédiates du système économique actuel dans les pays du Sud ne fait qu'augmenter.

La souffrance de toutes les victimes actuelles de l'exterminisme doit devenir pour nous un véritable appel de Dieu qui est compassion à agir pour transformer radicalement notre monde. Il y a deux mille ans, Jésus a répondu à cet appel et c'est dans son action non violente révolutionnaire et la mort violente qui en résulta que ses contemporains ont perçu la révélation de Dieu et de sa compassion. L'action non violente devient donc la façon dont nous pouvons tenter d'incarner à notre tour la compassion divine. Et aimer en cette fin de vingtième siècle c'est lutter contre l'exterminisme de façon à ce qu'un jour d'autres puissent voir venir la fin du XX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup> ».

Comme on le voit, le livre de Jean-François Beaudet, tout comme celui de Louis O'Neill, est résolument tourné vers l'avenir. Tous les deux nous montrent de plus que la religion n'est pas toujours et uniquement un opium dont les riches et les puissants se servent pour endormir les opprimés, mais qu'elle peut aussi aider à la libération humaine en fournissant une puissante motivation pour la solidarité des opprimés entre eux, et pour la solidarité de toutes les personnes de bonne volonté avec ceux qui subissent la violence et qui souffrent à cause de l'injustice, et avec toute la création elle-même qui gémit sous le poids de sa spoliation et de sa destruction par les humains. ■

XI. Ce dernier avait perçu, mais vers la fin de sa vie seulement, plus que ne le fera jamais Pie XII, la nécessité de s'opposer fortement au fascisme et au nazisme.

5. Beaudet, *op. cit.*, p. 92.

6. *Ibid.*, p. 101.

## RECENSIONS DE JANVIER

# Lectures

Jean-Pierre Richard : *L'an quatre-vingt*

Paul Warren : *Le secret du star system américain*

Julie Stanton : *Miljours*

### L'an quatre-vingt

**e**st-ce un roman ou une série de quatre essais ? On pourra en débattre. Mais il est sûr que ces quatre récits sont non seulement rattachés par leur attribution à une même famille, mais qu'ils sont symphoniques.

Deux d'entre eux sont attribués à des hommes, deux à des femmes. C'est un autre défi. On pourra discuter sur la persistance d'une symbolique et d'une stylistique masculine à travers « le chat dans l'escalier » attribué à la grand'mère Adélaïde Le Chapier et « Le vol de l'alouette », dit par Delphine Zanth, sa fille. De toute façon, la symbolique est forte et la langue belle. Il est difficile de trouver ici des parentés, mais le sens de la nature, surtout de la nature sauvage, est proche de Henri Bosco ; et la pénétration des personnes dans leurs replis les plus cachés est proche de Proust. Le constant passage à plusieurs étages d'une symbolique est plus près de Dostoïewski, à moins que l'inspira-

tion soit la peinture chinoise !

Les grands thèmes sont d'abord la recherche des racines humaines des personnes et de la famille, l'importance vitale d'avoir un pays. Même si deux des quatre récits sont localisés à Montréal, le repère absolu demeure Sainte-Perpétue-des-Monts, un village du Nord, au sens montréalais du terme. On pourrait songer à la Géographie de mille hectares de Maurice Bédel, si l'omniprésence de la grande forêt du plateau laurentien ne venait marquer si profondément la différence. Une nature d'une grande force symbolique, mais qui n'inspire pas la terreur. Au contraire, une bonne part de l'amour du Québec s'exprime à travers cette connivence raffinée avec la nature et les saisons.

La présence de la mort hante ce livre, mort et survie du père dans « Le sommeil de la perdrix », mort du chat Gog dans « Le chat dans l'escalier », vieillissement, enlaidissement, souffrance de la grand'mère Adélaïde dans le « Le vol de l'alouette ». Une foi et une espérance bien québécoises essaient

de se dire, face à l'impassibilité de la nature. Si Thanatos domine le monde humain du livre, Eros y est pratiquement absent. C'est une des énigmes de « L'an quatre-vingt ». Même la dimension amoureuse de la grande symbolique de la nature est à peu près abolie. Pourquoi ? Déception de l'amour, refus élégant de l'érotisme superficiel qui fait vendre tant de livres et tant de films à un public qui ne veut plus isoler ses émotions esthétiques et érotiques, reflet d'une pudeur bien québécoise dans l'amour plus que dans la souffrance ?

La passion du pays court partout en filigrane. Avec deux points de concentration : le projet d'indépendance et sa déception profonde au référendum de 1980, l'agacement presque hargneux devant l'attitude trop constante des « Anglais » de notre histoire. Cela fait de ce roman très humain un roman très nationaliste ; les tourments d'appartenance de la grand'mère immigrée, alsacienne et québécoise, forment un filon précieux dans le livre. Tout comme la symbolique animale, si vitale au quatre

récits : perdrix, pluvier doré, chiens, chat, libellule, tous sont bien d'ici et forment le pays réel.

Faut-il maintenant dire des malaises, devant ce qui me semble, à moi du moins, des limites du livre ? Le plus fréquent malaise, vraiment physique, est ce que je nommerais la poésie discontinuée. Le niveau de la parole, dans ce livre, est habituellement celui que j'associe à la poésie : phrase rythmée, abondance d'images et de symboles, climat de perception physique du monde, de sympathie et de symbiose. Mais soudain, presque à chaque page, surviennent des pointes cérébrales, en général marquées, sans doute inconsciemment, par un changement stylistique : aux conjonctions poétiques « et, puis, ou, mais », etc. succèdent des outils logiques plus rigoureux mais plus frigides : « donc, cependant, alors, parce que », etc. Un procédé voulu, ou deux niveaux de la vie intérieure de l'auteur ? Je ne saurais dire, mais cela me semble un défaut.

Un deuxième, plus classique, est le manque d'action, de mouvement, de développement, dans une bonne partie des récits : « Le vol de l'alouette », sous forme de journal, est mouvant et vivant, « Le chat dans l'escalier » est animé d'un mouvement lent comme l'agonie du chat et comme la réflexion sage de la grand-mère ; mais la première moitié de ce récit est déjà presque immobile. « Le sommeil de la perdrix » n'a presque pas de mouvement.

Plus difficile encore est l'expérience (voulue ?) de tourner en rond dans « Les têtards et le miroir », avec en plus ici l'ingrédient un peu acide d'un mépris qui s'étend sur tous les personnages, sauf sur le fils Louis. Est-ce trop l'influence d'Aristote qui persiste chez moi, ou est-ce une limite du livre ? Dois-je ajouter que dans les quatre récits, qui sont pratiquement toujours des monologues, la présence du narrateur devient parfois trop pressante, trop marquée par le « je », un « je » souvent détaché des personnes qui l'entourent, un peu élitiste, parfois dédaigneux.

Quand on a terminé la lecture et qu'on revient au premier récit, « Les têtards et le miroir », cette impression d'un moi olympien du narrateur Eugène Saindon devient un obstacle, du moins pour moi : le monde sans tendresse de Radiott me semble compromettre l'ensemble, risquant de faire interrompre la lecture. Ce qui serait dommage. Car l'aventure qu'est la traversée de « L'an quatre-vingt » est belle. ■

Julien Harvey

## Miljours

Je ne suis pas sûr que ce livre soit de Julie Stanton... Il a, de la poésie (et encore de la poésie à l'ancienne), toutes les allures d'une pièce solennelle : les personnages déclament. Ils invoquent les Dieux, et s'interpellent comme Barrès dans *Le culte du Moi* : « ô mes jeux d'ombre » « quel malheur quel terrible malheur ! » « O Dieux ! » « Oh Elena de l'ailleurs ! »

Je veux bien croire que la Diva est dans le coma suite à un terrible accident de voiture, qu'elle rencontre alors dans un « ailleurs » indéfini la belle et grande Elena, fille putative de la poétesse Akhmatova, mais justement, j'arrive mal à marier Lyon, la Côte d'Azur, les impresarios, les grosses bagnoles, l'aéroport Charles-de-Gaulle, et ces tirades sans aucun naturel où l'ex-amant courbé sur la table d'opération s'essouffle : « Ah, Fabienne, s'il fallait que Marguerite ne s'en sorte pas, ma vie n'aurait plus de sens ! » pendant que l'adorée en bandelettes évoque Zeus, Asclépios, et la poliomyélite de « Ramsès II Siptah, successeur de Séthi II »...

Je voudrais croire, embarquer, mais c'est impossible.

L'importation de la « ponctuation » poétique dans le champ de la prose oblige, de deux choses l'une, soit à en dénoncer l'ignorance (mais ce n'est pas très poli, et sûrement faux), soit à en rejeter totalement l'usage. J'exagère ? « Un alibi peut-être pour l'aimer car elle l'aimait, l'aimait-elle ? des heures où elle mêlait tout ». Encore : « ... des linges avec dessinée dessus l'image de (sic) Apis le plus grand des dieux » ; « leurs paroles, une parole désaffectée, hors champ, quand à nouveau celle voilée d'Elena ? pourtant cette voix... » etc. etc.

Et puis la prose aussi a ses lois. Quand on m'écrit : « Quelqu'un avec sur lui l'air du soir, ce devait être le soir » ou « l'oeillade porteuse d'invites parfois chez une femme à cause de cette voix plus qu'une voix... » je me dis que ces grands bourgeois devraient délaisser Nefertari et s'abaisser à un peu de syntaxe...

Quant aux préciosités (« Il était temps que vienne l'acmé du récit ! »), je croyais que Molière avait déjà tout dit là-dessus...

Et l'on devient triste que cette écrivaine connue, respectée comme poétesse, se soit semble-t-il fourvoyée dans une prose poétique qui ne souffre pas tous les mélanges...

Stanton a l'image facile, prompte, déchirante (« des éclats d'obus l'ont élargi comme le sexe d'une femme au

passage des naissances ») ou au contraire travaillée, mais touchant au sublime, comme lorsque la souffrance transcendée rejoint « quelque capitale douleur » ; Stanton possède l'art du blanc typographique, surtout quand il est scandé par la ronde des cinq sens, comme dans ce beau et court chapitre où « l'oeil bouge... l'oreille se ferme... les lèvres se réchauffent... la main tremble... » – et ce n'est pas rien : je crois personnellement que la poésie, cette raréfaction du dire au profit du sens et des sens, exige justement une longue complicité avec le silence, les blancs, les marges.

Stanton nous donne ici envie de ce qu'elle a réussi de mieux : la poésie.

Pour le reste, j'espère sincèrement me tromper.

L'onirisme, la classe, les grandes amours bourgeoises d'Agadir ou de la steppe russe ont toutes aujourd'hui un petit relent de sous-Duras, une Duras compassée, éventée, lassante, et dont on a d'ailleurs commencé à donner de truculentes parodies...

Ce livre, sans auteur(e), se cherche encore une forme.

Dit autrement : ce ne serait pas la première fois qu'un auteur tienne énormément à cette partie de son oeuvre que l'Histoire s'est empressée d'oublier. Mais j'ai confiance.

Julie Stanton, la poétesse, nous attend sûrement ailleurs, plus loin, en elle-même... ■

Richard Dubois

## Secret du star system américain

Je dois dire d'abord que j'aime bien Paul Warren. Je le rencontre dans moult colloques, où ses communications et interventions ne manquent jamais de panache ni de questions provocatrices, et il m'arrive d'avoir avec lui des conversations assez stimulantes. En général, j'apprécie aussi ses critiques de films et ses études dans les publications savantes. C'est pourquoi j'attendais beaucoup de son *Secret du star system américain – Une stratégie du regard*. J'en sors assez déçu.

Cet ouvrage veut « démonter les rouages du pouvoir et le monopole qu'exerce le cinéma américain sur chacun de nous » (couverture quatre). Pour

Warren, tout tient dans l'utilisation du « reaction shot » (sic), qui est le regard des protagonistes, et partant des spectateurs, vers la vedette du spectacle qui envoûte ainsi toute la salle. Avec de multiples exemples tirés surtout de films contemporains, il explique et illustre le fonctionnement concret de cette « stratégie du regard ».

Tout l'intérêt du livre est là. Mais c'est bien mince et pas tellement nouveau, car cela ajoute peu aux études filmologiques de Cohen-Séat, Morin ou Mitry sur la « projection-identification ». Comment oublier aussi que le cinéma a emprunté cette technique du « plan faire-valoir » (ce « reaction shot », qu'il se refuse à traduire, ne signifie rien d'autre) au théâtre – lequel la tire des liturgies – et que bien des arts, même la photographie, l'exploitent ? Un article de vingt pages aurait suffi à bien illustrer le fonctionnement cinématographique de cette technique ; et je l'aurais applaudi. Mais la répétition de la thèse chapitre après chapitre et l'accumulation des exemples n'ajoutent rien au propos.

De plus, le titre même du livre devient abusif, car la « stratégie du regard » n'est qu'un élément parmi plusieurs autres du secret du cinéma américain. Abusive aussi l'affirmation que le plan faire-valoir (je refuse d'utiliser « reaction shot ») est typiquement américain : tous les cinémas depuis Méliès l'utilisent, même de purs documentaires comme *Pour la suite du monde* de Brault et Perrault. Il m'apparaît mal démontré qu'il existe aux USA un art typique du comédien et de l'utilisation du « contexte » : tout ce qu'il dit de Gable, Brando ou De Niro s'applique aisément à Jouvet, Gabin, Mastroiani et Depardieu. Avec Warren, on a l'impression d'être toujours en synecdoque : une séquence devient tout le film, le film toute l'oeuvre de l'auteur, cet auteur tout le cinéma américain ! Toutes les autres séquences, les autres films, les autres auteurs, les divers cinémas : au néant !

Je ne trouve pas probant du tout le chapitre sur « la fiction hantée par le documentaire » : on peut reprendre tout ça avec les films de Fellini, d'Arcand ou de ... Godard (qui utilise tout du cinéma hollywoodien, sauf la rigueur du scénario). Je ne puis croire que Warren écrive sérieusement une phrase comme celle-ci (l'italique est de lui) : « Et je vais dire enfin ce que je cherche à tâtons depuis des pages et des pages (sic) : si la fiction cinématographique américaine est à ce point naturaliste c'est parce que les reaction shot qui la scandent de part en part sont constamment renforcés par le documentaire ou par la reconstitution la plus exacte possible du donné factuel » (p. 129).

Digressions superflues que les chapitres sur Riefenstahl ou Godard – on a déjà tout compris – et la section sur *Lance et compte*. Que de citations inutiles : une évidence a-t-elle plus de poids quand c'est Godard qui la profère en citant Duras (p. 59) ? Et combien d'erreurs de faits ? Je relève au moins cinq détails faux dans le seul chapitre sur *Rocky* ; ailleurs, un « capitaine » sert de chauffeur à un soldat dans *Good Morning Vietnam*, etc. Simples détails, mais comme ce qui précède, ils révèlent le manque de rigueur de l'auteur.

Quant à la présentation, là aussi, le ton devient rapidement agaçant : c'est un mélange de je familier et de nous universitaire (parfois dans le même paragraphe), de texte parlé (avec des « pour sûr » et des « zieutent », des « je propose au lecteur ») et de formules savantes. Tous les termes anglais ayant des équivalents français, pourquoi ne pas les utiliser ? L'éditeur ne l'a manifestement pas fait réviser par un professionnel ou par un spécialiste du cinéma. Autre aspect : ce genre d'ouvrage ne doit-il pas comporter des index de noms et de films cités ?

Warren aime beaucoup répéter qu'il a causé avec Capra ; qu'il a participé à des ateliers avec Strasberg, De Niro, Stallone, Spacek ; qu'il a rencontré Al Witlock dans son atelier d'effets spé-

ciaux de Universal Studio. Il potine ainsi pour asseoir sa crédibilité, bien sûr ; mais cela, combiné à l'écriture de l'ensemble, amène le lecteur à penser que devant l'auteur qui fait son petit cinéma, il est utilisé comme plan faire-valoir. Malaise. ■

Yver Lever

## Livres reçus

Parmi les livres reçus ces derniers mois, *Relations* vous signale les ouvrages suivants :

- Guy Rocher, *Entre les rêves et l'histoire. Entretiens avec Georges Khol*, Montréal, VLB, 1989 ; 230 pages.
- Collectif, *30 ans de révolution tranquille. Entre le je et le nous. Itinéraires et mouvements*, (Actes du colloque « Elle aura bientôt trente ans, la Révolution tranquille » tenu à la Maison Bellarmin du 21 au 24 août 89), sous la direction de Marc Lesage et Francine Tardif, Montréal, Éd. Bellarmin, 1989 ; 223 pages.
- Didier Decoin, Marie-Hélène About, *L'enfant de Nazareth*, Paris, Nouvelle Cité, 1989 ; 158 pages.
- Marie-Thérèse Chicha-Pontbriand, *Discrimination systémique, fondement et méthodologie des programmes d'accès à l'égalité en emploi*, (Commission des droits de la personne du Québec, études et documents de recherche sur les droits et libertés, no 2), Cowansville, Éditions Yvon Blais inc., 1989 ; 197 pages.
- André Naud, *Devant la nouvelle profession de foi et le serment de fidélité* (Collection Débats de l'Église, no 1), Montréal, Fides, 1989 ; 55 pages.
- Lorraine Caza, *Mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ?* (Recherches Nouvelle série 24), Montréal/Paris, Bellarmin/Cerf, 1989 ; 546 pages. ■

# références

Jean-Pierre Richard, *L'an quatre-vingt*, Montréal, Éd. Pierre Tisseyre, 1989.

Paul Warren, *Le secret du star system américain. Une stratégie du regard*, Montréal, L'Hexagone, 1989 ; 205 pages.

Julie Stanton, *Miljours*, Montréal, L'Hexagone, 1989 ; 111 pages.

LORRAINE CAZA

# MON DIEU, POURQUOI M'AS-TU ABANDONNÉ?

RECHERCHES  
NOUVELLE SÉRIE 24

BELLARMIN

cerf

*Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ?*

C'est le cri du Christ en croix,  
cri de détresse, cri de souffrance,  
cri d'espérance aux confins de la mort.

Lorraine Caza nous offre une étude immense, lumineuse,  
à la fois scientifique et spirituelle.

546 pages      35,00 \$



**Éditions Bellarmin**

8100, boul. Saint-Laurent  
Montréal (Québec) Canada  
H2P 2L9 — Tél.: (514) 387-2541

---

# relations

janvier-février 1990 3,00 \$ no 557

## SOMMAIRE

---

### face à l'actualité 3

Les communications et la gestion des déchets toxiques (A.B.) – Prendre parti (T.B.) – Une âme pour l'Europe (J.H.) – Le Salvador à la dérive (R.M.)

---

### dossier 7

|                     |                                              |    |
|---------------------|----------------------------------------------|----|
| François Morissette | L'autre côté de la violence                  | 8  |
| Gisèle Turcot       | Des jeunes dans la tourmente                 | 9  |
| Lorraine Gaudreau   | Compte à rebours pour une société violente ? | 11 |
| Jean-Pierre Richard | État de besoin ici, état de siège là-bas !   | 14 |

---

### en bref 20

### articles 21

|                                    |                                                          |    |
|------------------------------------|----------------------------------------------------------|----|
| François Brousseau et Martin Blais | L'Église polonaise                                       | 21 |
| Jean-Guy Vaillancourt              | De la Révolution tranquille à la révolution non violente | 25 |

---

### lectures 28

---

Photographie de la page couverture : Paul Hamel.

## NOTRE PROCHAINE SOIRÉE RELATIONS

Pour renseignements, écrire ou téléphoner à Francine Tardif ou Pauline Roy : 387-2541.

Surveiller l'annonce qui paraît dans *Le Devoir*, le jour même de la rencontre.

Le lundi 18 février 1990, de 19h30 à 22h00, à la Maison Bellarmin  
25 Jarry ouest (métro Jarry). L'entrée est gratuite.